

Rapport annuel Jahresbericht

—

2023



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2023	4
1.1.1	Partie générale	4
1.	Einleitung	19
1.1	Tätigkeitsbericht 2023 des Kantonsgerichts	20
1.1.1	Allgemeiner Teil	20

1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2023 (état au 31.12.)	35
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2023 (Stand 31.12.)	35
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	39

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2023 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 22 février 2024

Marc Sugnaux, Président

Frédéric Oberson, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2023

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

Le Tribunal cantonal constate et rapporte, depuis plusieurs années, une inquiétante tendance à la hausse des affaires volumineuses et complexes, phénomène observé dans tous les cantons et touchant également les Tribunaux fédéraux, lié au fait qu'une part toujours plus importante des justiciables s'oppose avec une vigueur toute systématique aux décisions rendues, faisant un usage accru des voies de droit.

A cela s'ajoutent des modifications légales et jurisprudentielles à répétition, causant un double effet. D'une part, dans de nombreux domaines, les règles de droit se compliquent, générant une multiplication des occasions de recourir. D'autre part, les procédures évoluent, imposant aux autorités judiciaires de statuer plus rapidement. C'est en particulier le cas dans le domaine du droit pénal, avec l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 de nouvelles dispositions du Code de procédure révisé prévoyant que la juridiction de recours (Chambre pénale) statue dans les 6 mois et celle d'appel (Cour d'appel pénal) dans les 12 mois, alors qu'elles ont déjà atteint leurs limites. Cela sans compter que, toujours en matière pénale, la jurisprudence du Tribunal fédéral a réduit les possibilités de statuer selon la procédure écrite, avec comme corolaire l'augmentation sensible des séances orales (+40% depuis 2017) occupant obligatoirement trois juges cantonaux ou cantonales, ceci indépendamment des enjeux inhérents à ce type de dossiers.

En raison de la hausse du nombre d'affaires en 1^{ère} instance et pour anticiper ces modifications procédurales, les autorités de poursuite pénale et les tribunaux ont déjà vu leur dotation augmenter, ce qui a eu ou aura un impact significatif sur le nombre de décisions rendues et, conséquence insidieuse, sur le nombre de recours devant le Tribunal cantonal, puis devant le Tribunal fédéral. Celui-ci bénéficie du reste, pour ces raisons même, d'une toute nouvelle et deuxième cour pénale dotée de juges, greffier-ère-s et secrétaires. Situé au milieu de cette chaîne pénale renforcée, il y a tout lieu de craindre que, sans disposer à son tour de forces supplémentaires, le Tribunal cantonal ne devienne un « goulet d'étranglement ».

Face à cette situation, le Tribunal cantonal s'épuise à continuellement trouver des solutions à l'interne, en décloisonnant ses cours et en procédant par vases communicants. Il a ainsi mis à disposition des cours les plus surchargées des juges d'autres cours et il fait appel régulièrement à des juges suppléant-e-s. Il a également obtenu quelques ressources rédactionnelles supplémentaires avec l'attribution de greffier-ère-s dans le cadre budgétaire. Ce bel esprit de solidarité interne a toutefois atteint ses limites.

En conséquence, le Tribunal cantonal n'aura d'autre choix que de demander, dans le processus budgétaire 2025, une augmentation du nombre de postes de juges à 15 EPT (actuellement 14 EPT répartis sur 16 juges). Seule l'élection d'un-e juge cantonal-e supplémentaire par le Grand Conseil évitera de générer des retards impactant, non seulement l'ensemble de la justice fribourgeoise, mais aussi l'activité des autorités de l'Etat si les cours administratives devaient en particulier être amenées à décharger plus encore les autres cours. Et d'engager in fine la responsabilité de l'Etat si des dénis de justice venaient à être constatés par le Tribunal fédéral.

Cette mesure ne pourra être efficace qu'avec les forces de travail supplémentaires liées à un poste de juge, soit l'apport d'un EPT de greffier-ère et d'un EPT de secrétaire.

Pour faire face à l'urgence et dans l'attente de l'octroi des nouvelles forces requises, le Tribunal cantonal n'exclut pas de devoir faire appel, en 2024, au Conseil de la magistrature en demandant le soutien d'un-e juge cantonal-e ad hoc pour la durée maximale de 6 mois.

Organisation et fonctionnement

Plenum et Commission administrative

En 2023, le Tribunal plénier s'est réuni à cinq reprises et la Commission administrative à dix-huit reprises. Le Tribunal cantonal a procédé aux inspections déléguées par le Conseil de la magistrature et à celles des autorités de poursuites et de faillites. Il a en outre pris plusieurs décisions par voie de circulation, notamment en se déterminant dans le cadre de procédures de consultations législatives et en procédant aux engagements du personnel.

Plan directeur

Dans le cadre de l'analyse du Pouvoir judiciaire du canton de Fribourg qui se poursuit, le Tribunal cantonal a continué de développer des pistes d'amélioration son plan directeur 2022-2026. Celui-ci décrit la façon dont le Tribunal cantonal devrait continuer à évoluer, afin de remplir ses devoirs tout en maintenant ses valeurs. Il est ainsi le point de convergence entre la mission, les valeurs et la vision du Tribunal cantonal.

Pour rappel, le plan directeur 2022-2026 est centré sur trois thèmes principaux : 1) l'organisation du travail, 2) la communication et 3) le dossier électronique. Sur cette base, il a formulé trois nouveaux projets concrets : "élaboration d'un manuel qualité", "modalités de communication interne" et "information de la presse et du public". Il a également prévu la poursuite des projets "organisation et exigences du personnel administratif" et "préparation du Tribunal cantonal au dossier électronique", déjà en cours conformément au plan directeur 2017-2021, en les regroupant sous la dénomination "adaptation de l'organisation du Tribunal cantonal à la digitalisation de la justice".

Manuel qualité

En 2023, le Tribunal cantonal a mis l'accent sur le projet « manuel qualité » en partant du postulat que la qualité des décisions de justice suppose préalablement une bonne organisation et un fonctionnement adapté du système judiciaire dans son ensemble.

L'approche de la qualité ne se situe pas alors au niveau de la seule décision juridictionnelle, mais déjà en amont, dans la manière dont le système judiciaire et les tribunaux vont être organisés et vont fonctionner : le constat est donc qu'une décision juridictionnelle de qualité ne peut être rendue que lorsque l'environnement judiciaire s'y prête, qu'il permet au/à la magistrat-e, au/à la greffier-ère et à l'ensemble du personnel judiciaire d'être efficaces et d'effectuer correctement leur travail. Il convient de distinguer la procédure qui est définie par les textes législatifs (codes de procédure) du processus qui touche à la gestion des dossiers, à leur circulation en interne, aux notifications, à des méthodes de travail de magistrat-e-s, aux relations entre magistrat-e-s, greffier-ère-s, personnel administratif, et parties, avocat-e-s, services de l'Etat et autres intervenant-e-s et sur un dossier déterminé mettant ainsi l'accent sur le management et la communication. Il est dès lors opportun d'aborder l'amont de la procédure, ou ce qui se passe en marge d'elle, à savoir les processus. Ceux-ci servent de guide à la compréhension des procédures, du procès, du travail et du rôle de chacun-e dans la justice. Ils doivent être conçus comme un outil de transparence, de cohérence et de lisibilité. Pour être lisibles, les processus doivent être formalisés dans un document, sorte de recueil de bonnes pratiques, permettant même d'aller au-delà et d'harmoniser les pratiques de différentes cours d'un même Tribunal.

Aussi, et sur la base ce de qui précède, un groupe de travail impliquant juges, greffier-ère-s présidentiel-le-s et collaborateurs/trices administratifs/ives a rassemblé et synthétisé les différents documents préexistants, en les harmonisant et en les actualisant dans une documentation dite de qualité, projet qui aboutira en 2024 et dont le résultat sera régulièrement mis à jour.

Digitalisation

Sur le plan informatique, le projet de digitalisation de la justice est mené avec le soutien du programme cantonal e-Justice et le programme fédéral Justitia 4.0 dans lesquels le Tribunal cantonal et d'autres autorités judiciaires sont fortement impliqués. La Juge Anne-Sophie Peyraud a repris la présidence du COPIL du programme e-Justice à la suite de l'élection de Yann Hofmann au Tribunal fédéral et Dina Beti est mandante de deux projets, à des taux d'activité correspondant à 20%. Dans le cadre de ces projets informatiques, le Tribunal cantonal utilise depuis l'automne 2022 la solution d'impression centralisée Exped et il est l'une des autorités pilotes pour la mise en œuvre du projet de numérisation et de consultation de dossiers judiciaires qui développe l'outil Nomadoc. S'agissant des

affaires informatiques courantes, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ), poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel.

A noter que les Juges cantonaux sont de plus en plus souvent appelés à donner de leur temps pour des tâches supplémentaires, notamment dans le processus de digitalisation de la justice, engagement devant à terme profiter à l'ensemble du Pouvoir judiciaire, comme l'a relevé le Conseil de la magistrature lors de l'inspection 2023. Ils/elles sont également fortement impliqué-e-s dans le cadre de commissions externes ou d'inspections déléguées.

Manifestations

S'agissant des manifestations auxquelles le Tribunal cantonal participe usuellement, il a été convié à la treizième Conférence de la justice suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'aux Journées des Juges administratifs de Suisse

1.1.1.1.1 Volume des affaires

Lors de l'inspection 2023, le Conseil de la magistrature a pris note que la charge de travail du Tribunal cantonal est très importante et que le volume et la complexité des dossiers ont pris de l'ampleur sans être toutefois toujours reflétés dans les chiffres des statistiques (lettre du CM du 4 décembre 2023). Il a relevé en particulier la charge importante de la I^e Cour d'appel civil découlant de la poursuite de l'augmentation massive du nombre d'affaires enregistrées consécutivement à la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de fixation des pensions alimentaires, celle de la II^e Cour administrative notamment liée à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire et à l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal et enfin celle de la Cour d'appel pénal et de la Chambre pénale. A ce titre, le Conseil de la magistrature a salué la flexibilité des Juges qui interviennent dans d'autres cours en fonction des besoins tout en étant conscient que ces réorganisations internes atteindront leurs limites et que de nouvelles ressources deviendront nécessaires (cf. remarques générales du présent rapport).

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

En 2023, le Tribunal cantonal a rendu 2776 arrêts. Si le nombre d'affaires liquidées a diminué par rapport à 2022 (2837) et aux années précédentes, ce chiffre ne reflète pas la réalité quant à la charge de travail du Tribunal cantonal qui demeure très importante. Comme relevé à réitérées reprises, les procédures se sont considérablement complexifiées depuis plusieurs années de sorte que le volume des dossiers individuels a pris une grande ampleur et la durée du traitement des affaires s'est allongée. Le nombre de nouvelles entrées ayant également baissé (2023 : 2750; 2022: 2833), le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2023 s'élève à 970, soit 26 dossiers de moins qu'à fin 2022 (996), ce qui est réjouissant. L'ensemble du personnel, qui a grandement contribué à ce bilan positif, en est remercié.

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) affaires pendantes au 1er janvier	1325	1251	*1296	**1272	1052	1000	996
b) affaires enregistrées	3289	3308	3249	2904	3043	2833	2750
c) affaires liquidées	3363	3264	3270	3124	3095	2837	2776
d) affaires pendantes au 31 décembre	1251	*1295	**1275	1052	1000	996	970

*La différence du nombre d'affaires pendantes s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

*Langue des affaires liquidées	2021	2022	2023
Français	2614	2413	2346
Allemand	457	403	407

**Les 23 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position ne sont pas comprises dans cette rubrique*

Cours civiles	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) affaires pendantes au 1er janvier	183	177	224	*215	206	222	231
b) affaires enregistrées	1263	1261	1279	1222	1350	1213	1191
c) affaires liquidées	1269	1214	1285	1231	1334	1204	1218
d) affaires pendantes au 31 décembre	177	224	*218	206	222	231	204

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques*

Langue des affaires liquidées	2021	2022	2023
Français	1208	1090	1112
Allemand	126	114	106

Cours pénales	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) affaires pendantes au 1er janvier	154	179	*182	148	130	171	184
b) affaires enregistrées	574	528	534	446	465	501	487
c) affaires liquidées	549	526	568	464	424	488	471
d) affaires pendantes au 31 décembre	179	*181	148	130	171	184	200

**La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.*

Langue des affaires liquidées	2021	2022	2023
Français	339	421	395
Allemand	85	67	76

Cours administratives	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) affaires pendantes au 1er janvier	986	890	888	906	715	606	578
b) affaires enregistrées	1419	1499	1417	1217	1204	1096	1051
c) affaires liquidées	1515	1501	1399	1408	1313	1124	1064
d) affaires pendantes au 31 décembre	890	888	906	715	606	578	565

Langue des affaires liquidées	2021	2022	2023
Français	1067	902	839
Allemand	246	222	225

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	200	113	70	64	21	1
Ile Cour d'appel civil	135	98	31	12	3	1
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	173	8	0	1	0	0
Chambre des poursuites et faillites	111	38	4	1	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	57	50	25	1	0	0
Cour d'appel pénal	34	24	27	78	38	0
Chambre pénale	79	123	52	10	6	0
le Cour administrative	28	49	30	42	13	2
Ile Cour administrative	34	30	25	57	56	11
IIle Cour administrative	40	68	20	43	4	1
Cour fiscale	20	38	17	30	4	0
le Cour des assurances sociales	20	26	28	113	37	2
Ile Cour des assurances sociales	24	24	54	63	9	2

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, de la Gruyère, du Lac, de la Sarine et de la Singine, les Justices de paix de la Broye, de la Glâne, du Lac, de la Sarine, de la Singine et de la Veveyse, les Préfectures de la Broye, de la Glâne, de la Gruyère, du Lac, de la Sarine, de la Singine et de la Veveyse, ainsi que les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Sarine, de la Singine et du Lac et des districts du Sud), de recours en matière de premier relevé, et de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices de poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

La tendance à la hausse des affaires volumineuses et complexes, en particulier en droit de la famille, déjà constatée depuis quelques années, se poursuit. Le nombre d'affaires inscrites au rôle de la Cour est stable mais reste élevé (477 en 2022 pour 470 en 2023). En 2023, cinq juges cantonaux siègent notamment au sein de la I^e Cour d'appel civil. Celle-ci peut en outre compter sur une greffière-rapporteuse supplémentaire à 50%. La charge de travail de la Cour a ainsi pu être maîtrisée, même si la durée de liquidation de certains dossiers est encore trop longue. Le nombre des affaires pendantes à la fin de l'année n'a pas diminué (143 en 2023 pour 142 en 2022).

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La charge de travail de la II^e Cour d'appel civil est restée stable en 2023. Les affaires enregistrées dans ses différents domaines de compétence sont au nombre de 269, soit un niveau comparable à l'année précédente. Le nombre de dossiers qui ont pu être liquidés a augmenté pour s'établir à 280, ce qui est réjouissant, d'autant que la Cour a pu mettre un terme à une procédure en matière de propriété intellectuelle datant de 2016. Enfin, pour 38 affaires en suspens en fin d'année, 28 l'étaient depuis moins de trois mois et les 4 affaires datant de plus de 18 mois font l'objet d'une suspension en raison de la faillite de la partie recourante.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 175 en 2023.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Après une hausse de l'ordre de 40% en 2022, le nombre de nouveaux dossiers enregistrés durant l'année écoulée est revenu à un niveau quelque peu plus gérable, représentant tout de même une augmentation d'environ 25% par rapport à 2019 et 2021.

La Cour constate en outre et surtout une nette tendance à la hausse des affaires complexes et volumineuses, ce constat étant le reflet de la complexification des problématiques auxquelles est confrontée notre société aujourd'hui.

Comme relevé dans le rapport 2022, les Juges cantonaux composant la Cour sont également membres de la I^e Cour d'appel civil et de la Chambre pénale, respectivement de la II^e Cour administrative, soit des cours dont la charge est particulièrement élevée. Ainsi, si les affaires de la Cour doivent pouvoir continuer à être jugées de manière prioritaire, respectivement dans des délais qui sont en adéquation avec les besoins des enfants et adultes concernés, il est essentiel que ses membres puissent y consacrer le temps nécessaire, sans pour autant retarder plus que nécessaire le traitement des recours qui leur sont attribués dans les autres matières. Pour cela, un renforcement des forces à la fois décisionnelles et rédactionnelles s'avère désormais indispensable.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La charge très soutenue déjà constatée en 2022 s'est confirmée en 2023. Malgré une augmentation sensible du nombre de séances publiques et le fait que La Cour siège systématiquement avec deux juges titulaires et un-e juge suppléant-e, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2023 (112) reste élevé. Les causes se complexifient, avec souvent des réquisitions de preuves nouvelles à traiter et d'autres décisions incidentes à rendre. Le fait que de nombreuses déclarations d'appel ne soient pas du tout motivées rend la préparation des séances toujours aussi compliquée. Les modifications du CPP entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2024 ont ouvert la voie de l'appel contre d'autres décisions prises par les tribunaux de première instance, ce qui aura une influence sur la charge de travail de la Cour. Relevons également que le CPP prévoit dorénavant que la juridiction d'appel doit statuer dans un délai de 12 mois seulement, exigence qui sera, en l'état actuel, difficile à respecter.

Déjà soulevée dans le rapport 2022, l'augmentation de la dotation de la Cour (1 juge supplémentaire à intégrer dans le tournus des juges rapporteur-e-s, assisté-e de son/sa greffier-ère) devient nécessaire afin de mieux répartir les dossiers, la préparation des séances et les charges inhérentes à la direction de la procédure.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2023 s'est maintenu au niveau très élevé de celui de 2022 (302), qui avait engendré une augmentation de 13% par rapport à celui de 2021 (266 en 2021, 302 en 2022). Il doit toutefois être souligné une réduction de plus de 9% des affaires liquidées par rapport à l'année précédente (295 en 2022, 270 en 2023). Cette baisse paraît liée non seulement à la complexification des affaires – qui deviennent au demeurant de plus en plus volumineuses –, mais aussi à l'engagement des membres de la Chambre pénale dans deux autres Cours (I^e Cour d'appel civil et Cour de protection de l'enfant et de l'adulte), qui font, elles aussi, face à une surcharge. Il n'en demeure pas moins que ce n'est que grâce à l'engagement sans faille de ses membres que cette baisse n'a pas été plus importante. A cet égard, il importe de souligner que la Chambre pénale est l'une des rares Cours à ne siéger qu'avec trois juges titulaires. Des solutions à l'interne ont été recherchées. Celles-ci demeurent cependant limitées si on ne veut pas affaiblir d'autres Cours. L'appel aux juges suppléant-e-s a également été envisagé, mais cela reste limité à certaines causes non urgentes. Il est au besoin rappelé que, conformément au nouvel art. 397 al. 5 CPP entré en vigueur le 1er janvier 2024, l'autorité de recours devra statuer dans les 6 mois. Cela étant, l'augmentation de la dotation de la Chambre pénale (un-e juge supplémentaire assisté-e d'un-e greffier-ère supplémentaire) s'avère désormais nécessaire.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2023 n'amène pas de remarque particulière, si ce n'est que le volume des nouvelles affaires est resté stable par rapport à 2022 et qu'il n'a fort heureusement pas retrouvé les entrées enregistrées en 2021 ».

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui s'est concrétisée par l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal le 2 octobre 2018, les règles cantonales d'aménagement du territoire et plus généralement du droit public de la construction ont connu des changements fondamentaux qui rompent avec les habitudes antérieures. Jusqu'à assimilation des nouvelles règles, cette situation entraîne une multiplication des contestations de la part des administré-e-s et des collectivités locales. En particulier, les litiges en lien avec la densification du territoire et l'étendue de la zone à bâtir ont augmenté. Compte tenu du temps que prend une affaire devant les autorités de première instance avant de faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, on a constaté en 2021 et surtout en 2022 une forte augmentation des dossiers ouverts en droit foncier (aménagement et constructions) auprès de la II^e Cour administrative. Alors qu'entre 2017 et 2020, le nombre d'affaires annuel oscillait entre 157 et 164, les entrées pour l'année 2021 avaient atteint des records absolus – depuis 1992 – de 197 en 2021 et de 265 entrées en 2022. En 2023, ce chiffre a baissé à 174, ce qui reste une valeur encore clairement supérieure à la moyenne. La Cour est en train de traiter les dossiers des années marquées par cette hausse inquiétante, aidée par des mesures internes ayant conduit à l'augmentation de ses forces de travail. La charge est toujours lourde. Cette situation a conduit la Cour à devoir encore renforcer ses forces de travail par l'attribution de 0.5 EPT de greffe supplémentaire dès 2024.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2023 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2023 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

Comme lors des dernières années, on a pu noter en 2023 une nouvelle - mais plus légère - baisse du nombre de dossiers entrés en 2023 (405, contre 420 en 2022). Ce niveau des entrées n'a toutefois eu pratiquement aucune incidence sur le nombre du stock des dossiers, demeuré globalement stable à la fin de l'année, à quelques unités près (de 145 à 149 pour la I^{ère} Cour et de 112 à 111 pour la II^e Cour).

Ceci parce que le taux de liquidation global des affaires continue de diminuer (444 en 2022 et 402 en 2023).

Cette diminution s'explique notamment par le fait que, comme durant l'année passée, les deux Cours, un peu moins sollicitées, sont désormais en mesure de mettre une partie toujours plus importante de leurs forces rédactionnelles au service d'autres cours, plus chargées. Conformément à la politique de solidarité interne du Tribunal cantonal dite « des vases communicants », la I^e Cour a collaboré plus étroitement avec la Cour d'appel pénal, tandis que la II^e Cour a soulagé les Cours administratives générales. A côté de cela, deux juges rédacteurs ont occupé en 2023 les fonctions de Président et de Vice-Président du Tribunal cantonal, qui les ont un peu plus accaparés que l'année précédente.

Mais le phénomène le plus préoccupant, qui induit une baisse sensible du taux de liquidation, est la recrudescence des affaires complexes à juger, celles-ci statistiquement non mesurables. C'est ce qu'observent la plupart des Cours du Tribunal cantonal - notamment en matière civile et pénale – ainsi que les autorités judiciaires suisses dans leur ensemble à la suite des années COVID. Les affaires deviennent plus complexes, non seulement parce que le droit administratif a une tendance naturelle à se complexifier, mais aussi parce que les justiciables n'hésitent plus à systématiquement recourir contre des décisions que, par principe ou défiance vis-à-vis des autorités, ils n'acceptent plus. Les griefs soulevés sont ainsi de plus en plus techniques et longuement détaillés, indépendamment parfois de la valeur des enjeux. On constate finalement une inflation des écritures qui se répercute directement sur la longueur des jugements à rendre et sur le temps pris à les rédiger.

Quoi qu'il en soit, le Président (605) et la Présidente (608) des deux Cours se félicitent au moins de la stabilisation des entrées. Ils saluent et remercient, pour leur indispensable travail et leur grande implication toujours exercée dans la bonne humeur, les greffiers-ères et les greffiers-ères-rapporteur-e-s, ainsi que leurs collègues juges (ordinaires ou suppléant-e-s) et, bien sûr, le très fidèle personnel du greffe qui leur fait garder contact avec le monde extérieur.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022	2023
Beti Dina	Juge	1	1	1
Boivin Marc	Juge	0.5	0.5	0.7
Colella Stéphanie	Juge	--	--	1
Delabays Jérôme	Juge	1	1	1
Ducret Markus	Juge	1	1	1
Favre Michel	Juge	1	1	1
Frölicher Johannes	Juge	1	1	1
Gross Dominique	Juge	0.5	0.5	0.6
Kiener Daniela	Juge	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine	Juge	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Juge	1	1	1
Schneuwly Laurent	Juge	1	1	1
Sugnaux Marc	Juge	1	1	1
Thalmann Vanessa	Juge	--	--	0.7
Thalmann El Bachary Cornelia	Juge	--	--	0.5
Wohlhauser Sandra	Juge	1	1	1
Jungo Marianne	Juge	1	1	
Hofmann Yann	Juge	0.5	0.5	
Pfammatter Christian	Juge	1	1	
Total EPT au 31.12.		14	14	14

Il y a eu trois changements parmi les Juges cantonaux en 2023.

Christian Pfammatter a démissionné de sa fonction de Juge cantonal au 31 décembre 2022 pour raison d'âge. Le Tribunal cantonal en a pris acte dans son rapport 2022 en lui exprimant toute sa gratitude pour le grand travail effectué depuis 1992 et la qualité des services rendus auprès de la justice fribourgeoise dans son ensemble.

Trois Juges cantonaux ont désiré mettre à profit cette succession pour augmenter leur taux d'activité dès 2023, soit Marc Boivin (de 50% à 70%; +20%), Dominique Gross (de 50 à 60% ; +10%) et Yann Hofmann (de 50 à 70% ; +20%).

A la suite de l'approbation par le Conseil de la magistrature de ces augmentations de taux, le Tribunal cantonal a demandé de pouvoir rechercher dès 2023 un-e juge cantonal-e pour un taux d'activité de 50%.

Le Grand Conseil a élu à cette fonction Cornelia Thalmann El Bachary, jusqu'à présent greffière-rapporteuse au Tribunal cantonal.

Marianne Jungo a fait valoir son droit à la retraite pour la fin août 2023.

Pour la remplacer, le Grand Conseil a élu à la fonction de Juge cantonale Stéphanie Colella, greffière au Tribunal fédéral et exerçant depuis 2022 la fonction de juge suppléante. Elle est entrée en fonction le 1er septembre 2023.

Le Tribunal cantonal remercie Marianne Jungo pour l'engagement dont elle a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant plus de trente ans. Durant toutes ces années, Marianne Jungo a également transmis son savoir à des dizaines de greffiers-stagiaires. Elle aura été la première femme à œuvrer au sein de la juridiction administrative dans le canton. Née en 1959 à Fribourg, Marianne Jungo a accompli toute sa scolarité dans la capitale cantonale. Après l'obtention de son baccalauréat au Collège Ste-Croix, elle est entrée à l'Université de Fribourg, dont elle est ressortie en 1983 avec une licence en droit. Dès l'année suivante, elle a entamé sa carrière professionnelle comme juriste auprès du Service des recours du Département fédéral de justice et police. En 1986, elle a rejoint l'administration cantonale fribourgeoise. D'abord comme juriste adjointe auprès de la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles (l'actuelle Direction de la formation et des affaires culturelles, DFAC), puis, dès 1988, comme cheffe du Service juridique de ladite direction. Comme telle, elle a participé à plusieurs commissions chargées de l'élaboration de projets de loi, notamment sur les bourses et prêts de formation, sur les affaires culturelles ou sur l'enseignement secondaire supérieur. En 1992, elle a rejoint le Pouvoir judiciaire fribourgeois, à la suite de son élection par le Grand Conseil comme juge au nouveau Tribunal administratif cantonal. Elle l'a présidé en 1998 et en 2005, avant que le Tribunal administratif ne rejoigne en 2008 les juridictions cantonales civiles et pénales au sein du Tribunal cantonal unifié. Elle a présidé le Tribunal cantonal en 2015. Enfin, elle a également fonctionné, jusqu'à fin 2021, au sein de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye.

Marianne Jungo va poursuivre son engagement au service de la justice fribourgeoise, le Grand Conseil l'ayant élue, lors de sa session de juin, comme juge suppléante au Tribunal cantonal.

Le 15 mars 2023, l'Assemblée fédérale a élu Yann Hofmann au poste de Juge au Tribunal fédéral. Le Tribunal cantonal le félicite et le remercie pour son engagement au sein de la justice fribourgeoise.

Pour le remplacer, le Grand Conseil a élu à la fonction de Juge cantonale Vanessa Thalman, greffière-rapporteuse. Elle est entrée en fonction le 1er juillet 2023.

Yann Hofmann compte déjà à 44 ans une riche carrière au service du Pouvoir judiciaire fribourgeois, et de la justice en général. Après avoir commencé son activité professionnelle de 2007 à 2011 comme greffier au Tribunal administratif fédéral, il a rejoint en 2011 le Tribunal cantonal en tant que greffier également dans les Cours administratives et des assurances sociales. Dès 2013, il a œuvré comme conseiller juridique à l'Office fédéral du développement territorial et fonctionne en parallèle comme vice-président des trois Commissions de conciliation du canton en matière de bail à loyer. Il a été élu par le Grand Conseil en 2014 comme juge suppléant puis en 2019 comme Juge cantonal. Yann Hofmann s'est engagé aussi activement dans l'évolution de la pratique de la justice, en assumant depuis deux ans la présidence du COPIL du programme e-Justice. Au niveau fédéral, il a été nommé vice-président de la Commission fédérale d'estimation, 5ème arrondissement, en 2018 et juge suppléant au Tribunal fédéral en 2019, où il a intégré d'abord la Ire Cour de droit public, puis la Cour de droit pénal.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléante de la Commission du notariat. Elle est en outre la mandante des projets Digitalisation des processus et Dossier judiciaire électronique au sein du Programme e-Justice. En fin d'année 2023, elle a en outre acceptée de se charger du rôle de cheffe de projet pour le projet e-Justice « gestion d'affaires », dont le but est le choix et la mise en œuvre de solutions de pilotage digital des affaires judiciaires, et le remplacement de la solution de gestion d'affaires utilisée actuellement. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Il est également actif dans le milieu de la culture et notamment de l'humour. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du Registre foncier. Michel Favre est membre de la Commission du barreau. Johannes Frölicher préside le Conseil de la magistrature. Il préside également la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Il est membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Il est - avec le Directeur de la sécurité, de la justice et du sport - co-mandant du programme e-Justice. Jusqu'à fin juin 2023 (Juge fédéral depuis juillet 2023), Yann Hofmann était Juge suppléant au Tribunal fédéral, Vice-président de la Commission fédérale d'estimation - 5ème arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé d'enseignement auprès de la Swiss Insurance Medicine SIM/l'Université de

Lausanne. Il était mandant exécutif et Président du Comité de pilotage et du Bureau du Programme e-Justice (reprise de la fonction par Anne-Sophie Peyraud). Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Elle préside la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Présidente de l'Association St-Camille, à Marly, ainsi que de son Fonds de prévoyance. Depuis l'été 2023, elle est mandante exécutive et Président du Comité de pilotage et du Bureau du Programme e-Justice. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (CTPrDM). Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau et de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

Juges suppléant-e-s au 31.12.2023

Annick Ahtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schneuwly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

En remplacement des juges Pascal Terrapon et Erika Schnyder, démissionnaires au 31 décembre 2022, le Grand Conseil a élu Jean-Benoît Meuwly et Philippe Tena. En lien avec les départs de Christian Pfammatter au 31 décembre 2022 et de Marianne Jungo au 31 août 2023, le Tribunal cantonal est intervenu auprès du Conseil de la magistrature pour obtenir son soutien aux propositions de candidature de ces deux juges cantonaux aux postes de juges suppléants. Christian Pfammatter et Marianne Jungo ont été élus par le Grand Conseil et sont entrées en fonction comme juges suppléants, respectivement le 1er janvier 2023 et le 1er septembre 2023. Enfin, à la suite de son élection de juge cantonale, Stéphanie Colella a démissionné de sa fonction de juge suppléante à fin août 2023.

Le Tribunal cantonal remercie les Juges démissionnaires pour leur implication et leur soutien apporté à la justice fribourgeoise.

1.1.1.3.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022	2023
Total EPT Greffier-ère-s (postes permanents)	20.45	20.45	21.25
Total EPT Stagiaires juristes	5	5	5
Total EPT Collaborateurs/trices administratifs/ives (postes permanents)	13.6	13.6	13.6
Total EPT Apprenties	2	2	2
Total	41.05	41.05	41.85

La situation du greffe a évolué en 2023: le soutien à la I^e Cour d'appel civil octroyé sous la forme d'un CDD de greffier à 80% pour 9 mois, d'avril à fin décembre 2022, a été pérennisé par un 0.8 EPT supplémentaire de greffière dès le 1er janvier 2023. Cette mesure est liée à l'augmentation drastique des recours en matière matrimoniale. A noter également qu'à la suite d'échanges avec la DSJS, vu son implication à 20% dans le programme e-Justice, le juge Yann Hofmann a pu compter dès le 1er janvier 2023 sur l'engagement de durée déterminée d'une greffière à 50% (situation identique à celle de Dina Beti). Depuis l'élection de Yann Hofmann au Tribunal fédéral, Anne-Sophie Peyraud a repris le rôle de présidente du COPIL d'e-Justice et bénéficie ainsi de ce 50% de greffière supplémentaire en CDD.

72	personnes travaillent à ce jour au Tribunal cantonal :
16	juges cantonaux
1	secrétaire général
29	greffier-ère-s et greffier-ère-s-rapporteur-e-s
19	collaborateurs/trices au sein du personnel administratif (1 adjointe administrative, 16 secrétaires - y compris comptables et bibliothèque -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	greffier-ère-s-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	apprenties employés de commerce

72 (total) (lors de l'inspection de fin 2022 était déjà compté le/la greffier-ère supplémentaire, lequel/laquelle occupait le 80% sur CDD pérennisé depuis lors en CDI, soit 71 personnes au total + la personne qui occupe la fonction de greffier-ère e-Justice supplémentaire à 50% en CDD)

En 2023, sans compter les juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal (centre de charge 2100 TCAN ; budget 2023) est constitué de 35.85 postes d'équivalents plein temps (EPT) (35.05 en 2022 + 0.8 EPT de greffier-ère obtenu dès 2023), à savoir 1 EPT de secrétaire général, 21.25 EPT de greffier-ère-s, 1 EPT d'adjointe administrative, 11.5 EPT de secrétaires, 0.1 EPT de bibliothécaire et 1 EPT d'huissier). Les juges cantonaux et l'effectif du greffe du Tribunal cantonal représentent 49.85 EPT au total.

Sur l'effectif budgétaire de 35.85 EPT, un 0.2 EPT de greffier-ère est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le juge suppléant Christian Pfammatter (poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation) ; et le 0.1 EPT de bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire cantonale. Enfin, le 1 EPT de personnel administratif anciennement rattaché au SITel (sur budget TCAN) a été repris sur site par le Tribunal cantonal depuis la mise en œuvre du centre de compétences digitales JUS-TIC (Mathias Monney qui occupait le poste rattaché au SITel ayant été engagé à JUS-TIC); il est toutefois relevé que les deux personnes engagées sur ce poste au Tribunal cantonal continuent à travailler pour la codification de documents fusion du logiciel de gestion d'affaires Tribuna pour l'ensemble des autorités judiciaires du canton.

Enfin, le Tribunal cantonal a obtenu dès 2024 la création d'un 0.5 EPT de greffier-ère supplémentaire à la suite de l'adoption du budget par le Grand Conseil.

Départs-arrivées

Greffier-ère-s

Le 80% de greffier-ère supplémentaire obtenu par le Tribunal cantonal a permis l'engagement de Francine Pittet dès le 1er janvier 2023. Pour remplacer Cornelia Thalmann El Bachary, Philippe Tena, Mischa Poffet et Vanessa Thalmann, le Tribunal cantonal a engagé Florian Mauron (dès le 1er décembre 2022 ; greffier à 90%), Anne-Françoise Boillat (dès le 1er avril 2023; greffière-rapporteuse à 60%), Timothy Schertenleib (dès le 1er juillet 2023; greffier à 60%) et Julien Delaye (dès le 1er janvier 2024, greffier-rapporteur à 100%). Pour suppléer plusieurs vacances de postes (congés maternité, maladies), le Tribunal cantonal a procédé par ailleurs à de nombreux engagements sur CDD et à des taux variables (Claire Duguet, Samuel Gerber, Mélanie Balleyguier, Angélique Marro, Luana Mizzi, Anna Schwaller, Isabelle Etienne, Francesco Montaldi). Par ailleurs, les deux postes de greffier-ère « e-Justice » à 50% (CDD) sont occupés par Magalie Bapst (dès le 1er janvier 2023) et par Pascal Tabara (dès le 1er mai 2023). Enfin, à la suite de la démission de Sophie Rolle (80%) pour fin novembre 2023 et des réductions de taux de Melany Madrid (30%), Daniela Herren (30%) et Isabelle Schuwey (10%), le Tribunal cantonal a engagé sur CDI Angélique Marro (100%) et Pascal Tabara (50%, en sus de de sa fonction de greffier « e-Justice »).

Personnel administratif

A la suite de la démission de Mathias Monney (80%), qui a rejoint le nouveau centre de compétences digitales JUSTIC et de Sylvie Michel (40%) qui a été engagée auprès de la Police cantonale, Florence Roulin a débuté son activité de collaboratrice administrative à 100% au 1er avril 2023. Lisa Andrey, ancienne apprentie du tribunal, occupe actuellement un 20% sur CDD.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Le Vice-président a participé à la treizième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lucerne.

Une délégation du Tribunal cantonal a reçu des représentants du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif du canton des Grisons pour un échange d'expériences dans le cadre du processus de fusion en cours entre ces deux tribunaux.

Des Juges ont participé à la rencontre des Juges administratifs de Suisse à Zurich et à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats (ASM) à Lucerne.

Une classe d'étudiant-e-s de l'ENM de Bordeaux a été reçue par une délégation du Tribunal cantonal dans le cadre d'un voyage d'étude en Suisse.

Le 4 mai 2023, Sandra Wohlhauser a pris part à la 15ème rencontre « Dialogue Santé-Justice », à Villars-sur-Glâne.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2023 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffier-ère-s

Jérôme Delabays donne des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé à un cours destiné aux étudiant-e-s de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il poursuit sa collaboration au Code de procédure civile annoté online. Il a également collaboré à l'édition du Commentaire romand du Code civil.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale et donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocat-e-s-stagiaires.

Dominique Gross est co-auteur de la 7^e édition du « Basler Kommentar, ZGB II » (droit de superficie, art. 779-779I CC, 2023). Elle est également responsable de la mise à jour régulière en ligne de ces articles. De plus, elle a rédigé un commentaire sur la protection contre les immissions idéelles dues à des installations de téléphonie mobile (Droit de la construction 5/2023, p. 272 ss. ; en collaboration avec Mischa Poffet).

Laurent Schneuwly donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocat-e-s-stagiaires (procédure civile de première instance).

Marc Sugnaux participe à la formation des avocat-e-s-stagiaires, sur le thème de la préparation à l'examen de droit administratif et de procédure administrative. Les 27 et 28 janvier 2023, il a également co-animé, sous l'angle du droit

administratif, le séminaire annuel de formation des avocat-e-s-stagiaires qui s'est tenu à Morat. Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, il a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Il a participé à un cours destiné aux étudiant-e-s de l'Université de Fribourg sur le titre préliminaire du Code civil. Il a co-présenté la jurisprudence récente en matière de droit fiscal à l'occasion d'une soirée d'information destinée aux sociétés fiduciaires fribourgeoises. Il a donné une conférence sur les effets fiscaux de la séparation du couple lors de la journée annuelle de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois.

Le 3 novembre 2023, Sandra Wohlhauser a co-animé l'atelier « Les défis de la procédure pénale des mineurs » dans le cadre du CAS Justice des mineurs, à Fribourg.

Catherine Faller donne des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

1. Einleitung

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2023 vorzulegen, und bestätigen, dass die darin präsentierten statistischen Daten korrekt sind.

Mit freundlicher Hochachtung

Freiburg, 22. Februar 2024

Marc Sugnaux, Präsident

Frédéric Oberson, Generalsekretär

1.1 Tätigkeitsbericht 2023 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Kantonsgericht stellt seit mehreren Jahren eine beunruhigende Tendenz zur Zunahme umfangreicher und komplexer Angelegenheiten fest – ein Phänomen, das in allen Kantonen beobachtet wird und auch die Bundesgerichte betrifft. Dies ist darauf zurückzuführen, dass ein immer grösserer Teil der Rechtsuchenden mit systematischer Stärke gegen Entscheide vorgeht und vermehrt Rechtsmittel ergreift.

Dazu kommen wiederholte Gesetzes- und Rechtsprechungsänderungen, die einen zweifachen Effekt zeitigen: Zum einen werden in vielen Bereichen die Gesetzesbestimmungen komplizierter, wodurch sich gleichsam auch die Steine des Anstosses vermehren, die Anlass zur Ergreifung von Rechtsmitteln geben können. Zum andern entwickeln sich die Verfahren weiter und zwingen die Gerichtsbehörden, rascher zu entscheiden. Dies ist insbesondere im Strafrecht der Fall, wo am 1. Januar 2024 revidierte Bestimmungen der Strafprozessordnung in Kraft getreten sind, wonach die Beschwerdeinstanz (Strafkammer) innerhalb von sechs Monaten zu entscheiden hat und das Berufungsgericht (Strafappellationshof) innerhalb von zwölf Monaten, obwohl beide jetzt schon an ihre Grenzen gestossen sind. Weiter kommt – stets im Strafrecht – dazu, dass die bundesgerichtliche Rechtsprechung die Möglichkeiten eingeschränkt hat, im schriftlichen Verfahren zu entscheiden, was zu einer deutlichen Zunahme mündlicher Verhandlungen geführt hat (+ 40 % seit 2017), die zwingend drei Kantonsrichterinnen und -richter beanspruchen, ungeachtet der Fragen, um die es in diesen Fällen geht.

Aufgrund der Zunahme bei den erstinstanzlichen Angelegenheiten und zur Vorwegnahme der erwähnten Verfahrensänderungen haben die Strafverfolgungsbehörden und die Gerichte ihre Personaldotationen bereits erhöht. Dies hat einen bedeutenden Einfluss auf die Zahl der erlassenen Entscheide und – als schleichende Konsequenz – wiederum auf die Zahl der beim Kantonsgericht und dann beim Bundesgericht erhobenen Rechtsmittel. Letzteres wurde im Übrigen gerade deshalb kürzlich mit einer neuen zweiten strafrechtlichen Abteilung mit eigenen Richterinnen und Richtern, Gerichtsschreibenden und Sekretärinnen und Sekretären ausgestattet. Da sich das Kantonsgericht in der Mitte dieses verstärkten strafprozessualen Instanzenzugs befindet, ist die Sorge berechtigt, dass nun das Kantonsgericht selber zum «Flaschenhals» werden könnte, wenn es keine zusätzlichen Ressourcen erhält.

Angesichts dieser Situation sucht das Kantonsgericht ständig nach internen Lösungen, insbesondere durch die Vornahme abteilungsübergreifender Ressourcenaustausche. So hat es den am stärksten überlasteten Abteilungen Richterinnen und Richter anderer Abteilungen zur Verfügung gestellt und regelmässig auf Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter zurückgegriffen. Ausserdem hat es mit der Zuteilung von Gerichtsschreibenden im Rahmen des Budgets ein paar zusätzliche redaktionelle Ressourcen erhalten. Diese Anstrengungen im Geiste interner Solidarität sind nun aber an ihre Grenzen gestossen.

Infolgedessen wird das Kantonsgericht keine andere Wahl haben, als im Budgetverfahren 2025 eine Erhöhung der Anzahl Richterstellen auf 15 Vollzeitäquivalente (VZÄ) zu beantragen (derzeit 14 VZÄ für 16 Richter/innen). Nur durch die Wahl einer zusätzlichen Kantonsrichterin oder eines zusätzlichen Kantonsrichters durch den Grossen Rat wird verhindert werden können, dass es zu Verzögerungen kommt, die nicht nur die gesamte Justiz des Kantons Freiburg beeinträchtigen, sondern auch die Tätigkeit der Kantonsbehörden, insbesondere sofern die verwaltungsrechtlichen Abteilungen die anderen Abteilungen noch stärker entlasten müssten. Und letztendlich würde sich die Frage der Verantwortlichkeit des Kantons stellen, wenn das Bundesgericht in diesem Zusammenhang Rechtsverzögerungen feststellen sollte.

Eine solche Massnahme kann jedoch nur mit den zusätzlichen Arbeitskräften wirksam sein, die mit einer Richterstelle verbunden sind, d. h., wenn zusätzlich ein Gerichtsschreiber-VZÄ und ein Sekretären-VZÄ bereitgestellt werden.

Angesichts der Dringlichkeit schliesst das Kantonsgericht nicht aus, sich im Jahr 2024 an den Justizrat wenden und die Unterstützung einer Kantonsrichterin oder eines Kantonsrichters ad hoc für maximal sechs Monate erbitten zu müssen, bis die erforderlichen neuen Kräfte bereitgestellt werden.

Organisation und Arbeitsweise

Gesamtgericht und Verwaltungskommission

2023 tagte das Gesamtgericht 5- und die Verwaltungskommission 18-mal. Das Kantonsgericht führte die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betriebs- und Konkursämter durch und fasste mehrere Beschlüsse auf dem Zirkulationsweg, so Stellungnahmen zu legislativen Vernehmlassungen und Anstellungen.

Leitplan

Im Rahmen der laufenden Analyse der richterlichen Gewalt des Kantons Freiburg führte das Kantonsgericht die Entwicklung von Verbesserungsansätzen im Rahmen seines Richtplans 2022–2026 weiter. Der Richtplan beschreibt, wie das Kantonsgericht sich weiterentwickeln muss, um weiterhin seine Aufgaben unter Wahrung seiner Werte erfüllen zu können. Er bildet somit den Konvergenzpunkt zwischen Auftrag, Werten und Vision des Kantonsgerichts.

Zur Erinnerung: Der Leitplan 2022–2026 umfasst die drei Schwerpunkte Arbeitsorganisation, Kommunikation und elektronisches Dossier. Auf dieser Grundlage enthält er drei neue konkrete Projekte: «Erstellung eines Qualitätsleitfadens», «Modalitäten der internen Kommunikation» und «Information der Medien und der Öffentlichkeit». Der Leitplan sieht zudem vor, dass die Projekte «Organisation und Anforderungen hinsichtlich des Verwaltungspersonals» und «Vorbereitung des Kantonsgerichts auf das elektronische Dossier» vorangebracht werden; diese sind im Einklang mit dem Leitplan 2017–2021 bereits in Gang und nun unter dem Titel «Anpassung der Organisation des Kantonsgerichts an die Digitalisierung der Justiz» zusammengelegt.

Qualitätsleitfaden

Vom Postulat geleitet, dass die Qualität der Entscheide der Justiz eine gute Organisation und Funktionsweise des ganzen Justizsystems bedingt, legte das Kantonsgericht im Jahr 2023 den Fokus auf das Projekt «Qualitätsleitfaden».

Die Qualität beginnt nicht erst beim eigentlichen Gerichtsentscheid, sondern bereits im Vorfeld, bei der Organisation und Funktionsweise des Justizsystems und der Gerichte. Ein qualitativer Gerichtsentscheid setzt ein geeignetes Justizumfeld voraus, das den Magistratspersonen, Gerichtsschreibenden und dem ganzen Justizpersonal eine effiziente und korrekte Arbeit ermöglichen. Wichtig in diesem Zusammenhang ist die Unterscheidung zwischen dem gesetzlich definierten Verfahren (Prozessordnungen) und dem eher management- und kommunikationsbetonten Prozess der Aktenverwaltung, der internen Aktenzirkulation, der Zustellungen, der Arbeitsverfahren von Magistratspersonen und der Beziehungen zwischen Magistratspersonen, Gerichtsschreibenden, Verwaltungspersonal und Parteien, Anwältinnen und Anwälten, Ämtern der Staatsverwaltung und anderen Beteiligten in einem bestimmten Verfahren. So ist es sinnvoll, das Vorfeld des Verfahrens anzugehen bzw. das, was am Rande davon passiert, nämlich die Prozesse. Diese dienen als Anleitung zum Verständnis der Verfahren, der Gerichtsprozesse und der Arbeit und der Rolle aller Beteiligten in der Justiz. Die Prozesse sollten als Instrument der Transparenz, Kohärenz und Nachvollziehbarkeit konzipiert sein. Um nachvollziehbar zu sein, müssen sie in einem Dokument formalisiert sein, das eine Art Zusammenstellung bewährter Verfahren darstellt und es auch erlaubt, die Praxis verschiedener Abteilungen eines Gerichts zu harmonisieren.

Nach dem Gesagten hat eine Arbeitsgruppe aus Richterinnen und Richtern, Präsidialgerichtsschreibenden und Verwaltungssachbearbeitenden die vorhandenen Dokumente zusammengestellt, verdichtet, harmonisiert und in einer Qualitätsdokumentation aktualisiert. Das Projekt wird 2024 abgeschlossen und regelmässig aktualisiert werden.

Digitalisierung

Im Bereich der Informatik stützt sich das Projekt zur Digitalisierung der Justiz auf das kantonale Programm e-Justice und auf das eidgenössische Programm Justitia 4.0, in die das Kantonsgericht und andere Gerichtsbehörden stark eingebunden sind. Richterin Anne-Sophie Peyraud hat den Vorsitz des Steuerungsausschusses des Programms e-Justice übernommen, nachdem Yann Hofmann ins Bundesgericht gewählt wurde, und Dina Beti ist weiterhin Auftraggeberin zweier Projekte; beide Tätigkeiten entsprechen einem Beschäftigungsgrad von je 20 %. Im Rahmen dieser Informatikprojekte nutzt das Kantonsgericht seit Herbst 2022 die zentralisierte Drucklösung Exped und ist eine der Pilotbehörden für die Umsetzung des Projekts zur Digitalisierung und Konsultation von Gerichtsakten, das die Anwendung Nomadoc entwickelt. Was die laufenden Informatikangelegenheiten anbelangt, setzt die

Informatikkommission der Gerichtsbehörden ihre Arbeiten mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) fort.

Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter haben zunehmend zusätzliche Aufgaben zu übernehmen, vor allem im Prozess der Digitalisierung der Justiz – ein Engagement, das langfristig allen Gerichtsbehörden zugutekommen wird, wie der Justizrat anlässlich der Inspektion 2023 festgestellt hat. Sie sind auch stark in externe Kommissionen und delegierte Inspektionen eingebunden.

Veranstaltungen

Was die Veranstaltungen angeht, an denen das Kantonsgericht üblicherweise teilnimmt, wurde es zur dreizehnten Schweizerischen Justizkonferenz eingeladen, zur Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, zum Tag der Richterinnen und Richter, der von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisiert wird, und zur Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung.

1.1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Bei der Inspektion 2023 hielt der Justizrat fest, dass die Arbeitslast des Kantonsgerichts sehr hoch sei und dass das Volumen und die Komplexität der Fälle zugenommen hätten, was jedoch nicht immer aus den Statistiken ersichtlich sei (Schreiben des Justizrats vom 4. Dezember 2023). Er hob vor allem die hohe Arbeitslast des I. Zivilappellationshofs hervor, eine Folge der fortgesetzten massiven Zunahme der eingetragenen Fälle infolge der bundesgerichtlichen Rechtsprechung über die Festsetzung von Unterhaltsbeiträgen, die hohe Arbeitslast des II. Verwaltungsgerichtshofs, eine Folge vor allem der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung und der Annahme des neuen kantonalen Richtplans, und schliesslich die hohe Arbeitslast des Straffappellationshofs und der Strafkammer. Der Justizrat hat die Flexibilität der Richterinnen und Richter begrüsst, die je nach Bedarf in anderen Abteilungen tätig sind, wobei er sich bewusst ist, dass diese internen Umorganisationen an ihre Grenzen stossen und neue Ressourcen erforderlich sein werden (vgl. die allgemeinen Bemerkungen dieses Berichts).

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

Das Kantonsgericht hat 2023 2776 Urteile gefällt. Diese Zahl ist tiefer als in den früheren Jahren und insbesondere als im Vorjahr (2022: 2837) und vermag nicht, die effektive Arbeitslast des Kantonsgerichts, die sehr hoch geblieben ist, richtig widerzuspiegeln. Wie wiederholt erwähnt wurde, sind die Verfahren seit mehreren Jahren viel komplexer geworden, so dass die einzelnen Dossiers umfangreicher geworden sind und die Erledigungsdauer der Verfahren zugenommen hat. 2023 nahmen auch die Neueingänge ab (2022: 2833; 2023: 2750), und die Zahl der Pendenzen am 31. Dezember 2023 betrug 970, bzw. 26 Dossiers weniger als Ende 2022 (996), was erfreulich ist. Zu dieser positiven Bilanz hat das ganze Personal beigetragen, dem dafür gedankt sei.

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Abteilungen

Kantonsgericht	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	1325	1251	*1296	**1272	1052	1000	996
b) eingetragene Angelegenheiten	3289	3308	3249	2904	3043	2833	2750
c) erledigte Angelegenheiten	3363	3264	3270	3124	3095	2837	2776
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	1251	*1295	**1275	1052	1000	996	970

* Die Differenz erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

** Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

*Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022	2023
Französisch	2614	2413	2346
Deutsch	457	403	407

* Die 23 legislativen Vernehmlassungen, in denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat, sind hier nicht mitenthalten.

Zivilrechtliche Abteilungen	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	183	177	224	*215	206	222	231
b) eingetragene Angelegenheiten	1263	1261	1279	1222	1350	1213	1191
c) erledigte Angelegenheiten	1269	1214	1285	1231	1334	1204	1218
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	177	224	*218	206	222	231	204

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022	2023
Französisch	1208	1090	1112
Deutsch	126	114	106

Strafrechtliche Abteilungen	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	154	179	*182	148	130	171	184
b) eingetragene Angelegenheiten	574	528	534	446	465	501	487
c) erledigte Angelegenheiten	549	526	568	464	424	488	471
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	179	*181	148	130	171	184	200

* Die Differenz erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022	2023
Französisch	339	421	395
Deutsch	85	67	76

Verwaltungsrechtliche Abteilungen	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	986	890	888	906	715	606	578
b) eingetragene Angelegenheiten	1419	1499	1417	1217	1204	1096	1051
c) erledigte Angelegenheiten	1515	1501	1399	1408	1313	1124	1064
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	890	888	906	715	606	578	565

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2021	2022	2023
Französisch	1067	902	839
Deutsch	246	222	225

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Abteilungen bzw. Kammern.

	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	200	113	70	64	21	1
II. Zivilappellationshof	135	98	31	12	3	1
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	173	8	0	1	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	111	38	4	1	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	57	50	25	1	0	0
Strafappellationshof	34	24	27	78	38	0
Strafkammer	79	123	52	10	6	0
I. Verwaltungsgerichtshof	28	49	30	42	13	2
II. Verwaltungsgerichtshof	34	30	25	57	56	11
III. Verwaltungsgerichtshof	40	68	20	43	4	1
Steuergerichtshof	20	38	17	30	4	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	20	26	28	113	37	2
II. Sozialversicherungsgerichtshof	24	24	54	63	9	2

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht hat auf Delegation des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) die Gerichte des Broye-, Greyerz-, See-, Saane- und Sensebezirks inspiziert, die Friedensgerichte des Broye-, Glane-, See-, Saane-, Sense- und Vivisbachbezirks, die Oberämter des Broye-, Glane-, Greyerz-, See-, Saane-, Sense- und Vivisbachbezirks sowie die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommissionen für Mietsachen (Saane, Sense/See und südliche Bezirke), die Rekurskommission für die Ersterhebung und die Schlichtungskommission für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben.

In seiner originären Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht auch das kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Der Trend zur Zunahme der umfangreichen und komplexen Fälle, insbesondere im Familienrecht, der bereits seit einigen Jahren festgestellt wird, hat sich fortgesetzt. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten blieb stabil, ist aber nach wie vor hoch (2022: 477; 2023: 470). Im Jahr 2023 zählte der I. Zivilappellationshof fünf Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter, die auch in anderen Abteilungen Einsitz haben. Die Abteilung konnte zudem auf eine zusätzliche Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin mit einem Pensum von 50 % zählen. Die Arbeitslast der Abteilung konnte somit bewältigt werden, obwohl die Erledigungsdauer bestimmter Dossiers immer noch zu lang ist. Die Zahl der am Jahresende hängigen Angelegenheiten hat nicht abgenommen (2022: 142; 2023: 143).

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Die Arbeitslast des II. Zivilappellationshofs ist im Jahr 2023 stabil geblieben. Die in ihren verschiedenen Zuständigkeitsbereichen eingetragenen Angelegenheiten beliefen sich auf 269, was mit dem Vorjahresniveau vergleichbar ist. Die Zahl der Angelegenheiten, die erledigt werden konnten, ist auf 280 angestiegen, was umso erfreulicher ist, als die Abteilung ein Verfahren im Bereich des geistigen Eigentums beenden konnte, das aus dem Jahr 2016 stammte. Schliesslich waren von den 38 am Jahresende hängigen Angelegenheiten 28 seit weniger als drei Monaten hängig, und die 4 Angelegenheiten, die älter als 18 Monate waren, wurden infolge des Konkurses der beschwerdeführenden Partei sistiert.

Der II. Zivilappellationshof behandelt auch ausländische Rechtshilfeersuchen (2023: 175).

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Kammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Behandlung der Angelegenheiten der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Nach einem Anstieg um etwa 40 % im Jahr 2022 kehrte die Zahl der neu eingetragenen Angelegenheiten im Jahr 2023 auf ein etwas überschaubareres Niveau zurück, das jedoch immer noch einem Anstieg von etwa 25 % gegenüber den Jahren 2019 und 2021 entspricht.

Die Abteilung stellt einen deutlichen Trend zur Zunahme von komplexen und umfangreichen Angelegenheiten fest, was die zunehmende Komplexität der Probleme widerspiegelt, mit denen unsere Gesellschaft heute konfrontiert ist.

Wie schon im Bericht 2022 festgestellt wurde, sind die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter der Abteilung auch Mitglied des I. Zivilappellationshofs und der Strafkammer bzw. des II. Verwaltungsgerichtshofs, also von Abteilungen mit einer besonders hohen Arbeitslast. Die Fälle der Abteilung müssen weiterhin vorrangig behandelt werden, bzw. innerhalb von Fristen, die den Bedürfnissen von betroffenen Kindern und Erwachsenen entsprechen. Die Mitglieder der Abteilung müssen deshalb die nötige Zeit dafür aufwenden können, ohne dass die Behandlung von Beschwerden, die ihnen in anderen Materien zugeteilt werden, mehr als nötig verzögert wird. Zu diesem Zweck ist eine Stärkung sowohl der entscheidenden als auch der redaktionellen Kräfte nun unerlässlich.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Die bereits 2022 festgestellte sehr hohe Arbeitslast blieb 2023 bestehen. Trotz einer spürbaren Zunahme der Zahl der öffentlichen Verhandlungen und der Tatsache, dass der Strafappellationshof systematisch in einer Dreierbesetzung aus zwei ordentlichen Richterinnen oder Richtern und einer Ersatzrichterin oder einem Ersatzrichter urteilt, ist die Zahl der am 31. Dezember 2023 hängigen Fälle (112) weiterhin hoch. Die Angelegenheiten werden zunehmend komplexer – oftmals müssen Anträge auf Erhebung neuer Beweise behandelt und verfahrensleitende Verfügungen getroffen werden. Zudem fehlt zahlreichen Berufungserklärungen jede Begründung, was die Vorbereitung der Verhandlungen weiterhin kompliziert. Nach den Änderungen der Strafprozessordnung (StPO), die am 1. Januar 2024 in Kraft getreten sind, steht die Berufung neu gegen weitere Entscheide der erstinstanzlichen Gerichte offen, was sich auf die Arbeitslast der Abteilung auswirken wird. Zudem hat das Berufungsgericht gemäss StPO neu innerhalb von nur zwölf Monaten zu entscheiden, was unter den aktuellen Umständen schwer einzuhalten sein wird.

Die Erhöhung der Dotation der Abteilung, die bereits im Bericht 2022 angesprochen wurde (zusätzlich 1 Richter/in zur Aufnahme in den Turnus der Referentinnen/Referenten samt 1 Gerichtsschreiber/in) ist nötig, um die Fälle, die Vorbereitung der Verhandlungen und die Aufgaben der Verfahrensleitung besser zu verteilen.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der im Jahr 2023 eingetragenen Angelegenheiten ist auf dem sehr hohen Niveau von 2022 geblieben (302), das im Vergleich zu 2021 um 13 % zugenommen hatte (2021: 266; 2022: 302). Die Zahl der erledigten Angelegenheiten hat im Vergleich zum Vorjahr um mehr als 9% abgenommen (2022: 295; 2023: 270). Diese Abnahme scheint nicht nur mit der zunehmenden Komplexität der Fälle zusammenzuhängen, die zudem immer umfangreicher werden, sondern auch mit dem Einsatz der Mitglieder der Strafkammer in zwei weiteren Abteilungen (dem I. Zivilappellationshof und dem Kindes- und Erwachsenenschutzhof), die ebenfalls mit einer Überlastung konfrontiert sind. Die Abnahme ist indessen nur dank des unermüdlichen Einsatzes der Mitglieder der Strafkammer nicht noch grösser ausgefallen. Es ist hervorzuheben, dass die Strafkammer zu den wenigen Abteilungen gehört, die nur über drei ordentliche Richterinnen und Richter verfügen. Interne Lösungen wurden gesucht, bleiben jedoch begrenzt, wenn sie nicht zu einer Schwächung anderer Abteilungen führen sollen. Der Beizug von Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern wurde zwar in Betracht gezogen, beschränkt sich jedoch auf bestimmte nicht dringliche Fälle. Es sei darauf hingewiesen, dass gemäss Art. 397 Abs. 5 StPO, der am 1. Januar 2024 in Kraft getreten ist, die Beschwerdeinstanz innerhalb von sechs Monaten entscheiden muss. Damit ist die Erhöhung der Dotation der Strafkammer nun notwendig (zusätzlich 1 Richter/in samt 1 Gerichtsschreiber/in).

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2023 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Die Zahl der Neueingänge ist gegenüber 2022 stabil geblieben und zum Glück nicht mehr so hoch ausgefallen wie 2021.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung führte zu grundlegenden Änderungen der kantonalen Raumplanungsregeln und des öffentlichen Baurechts ganz allgemein, die mit den früheren Gepflogenheiten brechen. Die neuen bundesrechtlichen Regeln fanden ihren Niederschlag im neuen kantonalen Richtplan, der am 2. Oktober 2018 erlassen wurde. Bis zur Assimilation der neuen Regeln führt diese Situation zu vermehrten Beanstandungen seitens der Rechtsunterworfenen und der lokalen Körperschaften. Vor allem Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Baulandverdichtung und den Ausmassen der Bauzonen haben zugenommen. In Anbetracht der Dauer der erstinstanzlichen Behandlung der Angelegenheiten bis zu einer allfälligen Beschwerde beim Kantonsgericht machte sich die Zunahme am II. Verwaltungsgerichtshof 2021 und vor allem 2022 mit einem starken Anstieg der Neueingänge im Bereich des Bodenrechts (Raumplanung und Bauwesen) bemerkbar: Während die Zahl der Neueingänge von 2017 bis 2020 noch zwischen 157 und 164 pro Jahr geschwankt hatte, erreichte sie 2021 mit 197 und 2022 mit 265 Neueingängen absolute Höchstwerte seit 1992. 2023 hat sich diese Zahl auf 174 reduziert, was immer noch klar überdurchschnittlich ist. Die Abteilung ist dabei, die Angelegenheiten der Jahre zu behandeln, die von diesem bedenklichen Anstieg geprägt sind, wobei ihr interne Massnahmen zu Hilfe kommen, mit denen ihre Arbeitskräfte erhöht werden konnten. Die Arbeitslast ist weiterhin hoch. Angesichts dieser Lage benötigte die Abteilung eine weitere Verstärkung ihrer Arbeitskräfte, so dass ihr ab 2024 ein zusätzliches halbes Gerichtsschreiberei-VZÄ zugeteilt wurde.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2023 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2023 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Wie in den früheren Jahren wurde auch im Jahr 2023 ein weiterer, wenn auch leichterer Rückgang der neu eingegangenen Angelegenheiten verzeichnet (2022: 420; 2023: 405). Dieses Niveau der Neueingänge hatte aber praktisch keine Auswirkungen auf die Zahl der am Jahresende hängigen Angelegenheiten, die nahezu unverändert geblieben ist (2022: 145; 2023: 149 beim I. Sozialversicherungsgerichtshof und 2022: 112; 2023: 111 beim II. Sozialversicherungsgerichtshof).

Dies liegt daran, dass die Zahl der insgesamt erledigten Angelegenheiten weiterhin abnimmt (2022: 444; 2023: 402).

Diese Abnahme ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass beide Abteilungen etwas weniger beansprucht waren und wie im Vorjahr einen immer grösseren Teil ihrer redaktionellen Kräfte anderen, stärker belasteten Abteilungen zur Verfügung stellen konnten. Im Einklang mit der kantonsgerichtlichen Politik interner Solidarität nach dem Prinzip der kommunizierenden Gefässe hat der I. Sozialversicherungsgerichtshof enger mit dem Strafappellationshof zusammengearbeitet, während der II. Sozialversicherungsgerichtshof die Verwaltungsgerichtshöfe entlastet hat. Darüber hinaus haben im Jahr 2023 zwei redigierende Richter die Funktionen des Präsidenten und des Vizepräsidenten des Kantonsgerichts wahrgenommen, die sie etwas mehr beansprucht haben als im Vorjahr.

Aber das bedenklichste Phänomen, das zu einem merklichen Rückgang der erledigten Angelegenheiten führt, ist die Zunahme der – statistisch nicht messbaren – komplexen Fälle. Die meisten Abteilungen des Kantonsgerichts beobachten eine solche Zunahme, insbesondere in Zivil- und Strafsachen, so wie die Gesamtheit der schweizerischen Gerichtsbehörden nach den Jahren der Covid-Pandemie. Zudem werden die Fälle immer komplexer, nicht nur, weil das Verwaltungsrecht naturgemäss tendenziell komplizierter wird, sondern auch, weil die Rechtsuchenden nicht mehr zögern, systematisch Entscheide anzufechten, die sie aus Prinzip oder aus Misstrauen gegenüber den Behörden nicht mehr akzeptieren. Die erhobenen Rügen werden daher immer technischer und ausführlicher, manchmal unabhängig vom Wert der Streitsache. Schliesslich wird eine Zunahme der Schriftsätze festgestellt, die sich direkt auf die Länge der zu fällenden Urteile und die Zeit auswirkt, die für ihre Redaktion benötigt wird.

Wie dem auch sei, beglückwünschen sich der Präsident (605) und die Präsidentin (608) der beiden Abteilungen zumindest über die Stabilisierung der Eingänge. Sie danken den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern, Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstattern, ihren Richterkolleginnen und Richterkollegen (ordentlichen Richterinnen und Richtern und Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern) für ihre unentbehrliche Arbeit und ihre grosse Einsatzbereitschaft, die sie stets in guter Laune zeigen – und natürlich dem treuen Personal der Gerichtsschreiberei, dank dem sie in Kontakt mit der Aussenwelt bleiben.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/-innen

Berufsrichter/-innen – Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022	2023
Beti Dina	Richterin	1	1	1
Boivin Marc	Richter	0.5	0.5	0.7
Colella Stéphanie	Richterin	--	--	1
Delabays Jérôme	Richter	1	1	1
Ducret Markus	Richter	1	1	1
Favre Michel	Richter	1	1	1
Frölicher Johannes	Richter	1	1	1
Gross Dominique	Richterin	0.5	0.5	0.6
Kiener Daniela	Richterin	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine	Richterin	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Richterin	1	1	1
Schneuwly Laurent	Richter	1	1	1
Sugnaux Marc	Richter	1	1	1
Thalmann Vanessa	Richterin	--	--	0.7
Thalmann El Bachary Cornelia	Richterin	--	--	0.5
Wohlhauser Sandra	Richterin	1	1	1
Marianne Jungo	Richterin	1	1	
Yann Hofmann	Richter	0.5	0.5	
Christian Pfammatter	Richter	1	1	
Total VZÄ am 31.12.		14	14	14

Bei den Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern sind im Jahr 2023 drei Wechsel zu verzeichnen.

Christian Pfammatter ist per 31. Dezember 2022 aus Altersgründen von seinem Amt als Kantonsrichter zurückgetreten. Das Kantonsgericht hat dies in seinem Bericht 2022 zur Kenntnis genommen und ihn für die grosse Arbeit und die Qualität der Dienste, die er seit 1992 in der Freiburger Justiz geleistet hat, gewürdigt.

Eine Kantonsrichterin und zwei Kantonsrichter haben den Anlass der Amtsnachfolge genutzt, um ihren Beschäftigungsgrad ab 2023 zu erhöhen: Marc Boivin (von 50 auf 70 %; + 20 %), Dominique Gross (von 50 auf 60 %; + 10 %) und Yann Hofmann (von 50 auf 70 %; + 20 %).

Nach Genehmigung dieser Erhöhungen durch den Justizrat beantragte das Kantonsgericht, per 2023 eine Kantonsrichterin oder einen Kantonsrichter zu 50 % einstellen zu können.

Der Grosse Rat hat Cornelia Thalmann El Bachary, die bisher Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht war, in dieses Amt gewählt.

Marianne Jungo ist Ende August 2023 in den Ruhestand getreten.

Um sie zu ersetzen, hat der Grosse Rat Stéphanie Colella, Gerichtsschreiberin am Bundesgericht und seit 2022 Ersatzrichterin, zur Kantonsrichterin gewählt. Diese hat ihr Amt am 1. September 2023 angetreten.

Das Kantonsgericht dankt Marianne Jungo für den Einsatz, den sie mehr als dreissig Jahre lang im Dienste der Freiburger Justiz geleistet hat. In all diesen Jahren hat Marianne Jungo ausserdem ihr Wissen an Dutzende von Gerichtsschreiberpraktikantinnen und -praktikanten weitergegeben. Sie war die erste Frau, die im Kanton in der Verwaltungsgerichtsbarkeit tätig war. Marianne Jungo wurde 1959 in Freiburg geboren und absolvierte ihre gesamte Schulzeit in der Kantonshauptstadt. Nach Erlangung der Matura am Kollegium Heilig Kreuz studierte sie Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg und erlangte 1983 das Lizentiat der Rechte. Ein Jahr später begann sie ihre Berufskarriere als Juristin im Beschwerdedienst des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements. 1986 wechselte sie in die Freiburger Kantonsverwaltung und war zuerst stellvertretende Juristin bei der Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten (der heutigen Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten, BKAD) und ab 1988 Leiterin des Rechtsdienstes dieser Direktion. In dieser Funktion war sie Mitglied mehrerer Kommissionen, die Gesetzesvorlagen ausarbeiteten, so insbesondere über die Stipendien und Studiendarlehen, kulturellen Angelegenheiten und den Mittelschulunterricht. Im Jahr 1992 wechselte sie mit ihrer Wahl durch den Grossen Rat zur Richterin des neuen kantonalen Verwaltungsgerichts (VG) in die Freiburger Judikative. 1998 und 2005 war sie dessen Präsidentin, bevor das VG 2008 mit der kantonalen Zivil- und Strafrichterbarkeit im vereinigten Kantonsgericht (KG) zusammengelegt wurde. 2015 war sie Präsidentin des Kantonsgerichts. Bis Ende 2021 war sie ausserdem Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB).

Marianne Jungo wird ihre Tätigkeit im Dienst der Freiburger Justiz auch nach ihrer Pensionierung weiterführen, da sie der Grosse Rat in der Junisession zur Ersatzrichterin des Kantonsgerichts gewählt hat.

Am 15. März 2023 hat die Bundesversammlung Yann Hofmann zum Richter am Bundesgericht gewählt. Das Kantonsgericht gratuliert ihm und dankt ihm für seinen Einsatz in der Freiburger Justiz.

Um ihn zu ersetzen, hat der Grosse Rat die Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin Vanessa Thalman zur Kantonsrichterin gewählt. Diese hat ihr Amt am 1. Juli 2023 angetreten.

Mit 44 Jahren kann Yann Hofmann bereits auf eine beachtliche Karriere im Dienst der Freiburger Gerichtsbehörden und der Justiz im Allgemeinen zurückblicken. Nachdem er seine berufliche Tätigkeit von 2007 bis 2011 als Gerichtsschreiber beim Bundesverwaltungsgericht begonnen hatte, wechselte er 2011 zum Kantonsgericht, wo er ebenfalls als Gerichtsschreiber am Verwaltungs- und am Sozialversicherungsgerichtshof tätig war. Ab 2013 arbeitete er als juristischer Berater beim Bundesamt für Raumentwicklung und amtierte gleichzeitig als Vizepräsident der drei kantonalen Schlichtungskommissionen in Mietsachen. Im Jahr 2014 wählte ihn der Grosse Rat zum Ersatzrichter und 2019 zum Kantonsrichter. Yann Hofmann setzte sich auch aktiv für die Weiterentwicklung der Praxis der Justiz ein. So war er zwei Jahre Vorsitzender des Steuerungsausschusses des Programms e-Justice. Auf Bundesebene wurde er 2018 zum Vizepräsidenten der eidgenössischen Schätzungskommission Kreis 5 ernannt und 2019 zum nebenamtlichen Richter des Bundesgerichts, wo er zuerst in der Ersten öffentlich-rechtlichen und dann in der Strafrechtlichen Abteilung tätig war.

Was die Nebentätigkeiten der Richterinnen und Richter angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Notariatskommission und ausserdem Auftraggeberin für die Projekte Prozessdigitalisierung und elektronisches Gerichtsossier im Rahmen des Programms e-Justice. Am Ende des Jahres 2023 hat sie ausserdem zugestimmt, die Rolle der Projektleiterin für das e-Justice-Projekt «Geschäftsverwaltung» zu übernehmen. Das Ziel dieses Projekts ist die Auswahl und Umsetzung von Lösungen für die digitale Steuerung der Justizverfahren und der Ersatz der zurzeit verwendeten Geschäftsverwaltungslösung. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und Lehrbeauftragter für Recht an der HSW Freiburg im Rahmen des CAS Public Management. Ausserdem ist er im Kulturbereich und insbesondere in der Humorszene aktiv. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Mitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher ist Präsident des Justizrats, Präsident der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und Mitglied des Vorstandes des Früherziehungsdienstes und der Therapiestelle CTTS der Stiftung «Les Buissonnets». Zudem ist er Mitauftraggeber des Programms e-Justice mit dem Vorsteher der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion (SJSJ). Bis Ende Juni 2023 (Bundesrichter seit Juli 2023) war Yann Hofmann nebenamtlicher Richter am Bundesgericht, Vizepräsident der Eidgenössischen Schätzungskommission

Kreis 5, Präsident des gestützt auf den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/VOPSI gebildeten Schiedsrats und Lehrbeauftragter bei der Swiss Insurance Medicine SIM und an der Universität Lausanne. Zudem war er exekutiver Auftraggeber und Vorsitzender des Steuerungsausschusses und des Büros des Programms e-Justice (diese Funktion wurde von Anne-Sophie Peyraud übernommen). Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO) und präsidiert die Rekurskommission der Universität Freiburg. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist auch Präsidentin der «Association St-Camille» in Marly und ihrer Vorsorgestiftung. Seit dem Sommer 2023 ist sie exekutive Auftraggeberin und Vorsitzende des Steuerungsausschusses und des Büros des Programms e-Justice. Laurent Schneuwly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen und Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Zudem ist er Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Präsident des SSO. Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission und der Beschwerdekommision des GYB sowie Präsidentin der Informatikkommision der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg.

Ersatzrichter/-innen am 31.12.

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schnewly, Kurt Schwab, Philippe Tena, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

Zur Nachfolge von Richter Pascal Terrapon und Richterin Erika Schnyder, die auf den 31. Dezember 2022 zurückgetreten sind, hat der Grosse Rat Jean-Benoît Meuwly und Philippe Tena gewählt. Im Zusammenhang mit den Abgängen von Christian Pfammatter am 31. Dezember 2022 und Marianne Jungo am 31. August 2023 intervenierte das Kantonsgericht beim Justizrat, um seine Unterstützung für die Kandidaturvorschläge dieser Kantonsrichterin und dieses Kantonsrichters als Ersatzrichterin und Ersatzrichter zu erhalten. Christian Pfammatter und Marianne Jungo sind vom Grossen Rat gewählt worden und haben ihr Amt als Ersatzrichter bzw. als Ersatzrichterin am 1. Januar 2023 bzw. am 1. September 2023 angetreten. Stéphanie Colella schliesslich ist Ende August 2023 von ihrem Amt als Ersatzrichterin zurückgetreten, nachdem sie zur Kantonsrichterin gewählt wurde.

Das Kantonsgericht dankt den zurücktretenden Richterinnen und Richtern für ihren Einsatz für die Freiburger Justiz.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2021	2022	2023
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	20.45	20.45	21.25
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	5	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	13.6	13.6	13.6
Total VZÄ Lernende	2	2	2
Total	41.05	41.05	41.85

In der Gerichtsschreiberei hat es im Jahr 2023 ein paar Änderungen gegeben: Die Unterstützung des I. Zivilappellationshofs mit einer auf neun Monate befristeten 80-prozentigen Gerichtsschreiberstelle von April bis Ende Dezember 2022 wurde ab dem 1. Januar 2023 mit zusätzlichen 0,8 Gerichtsschreiber-VZÄ verstetigt. Diese Massnahme steht im Zusammenhang mit dem drastischen Anstieg eherechtlicher Verfahren. Darüber hinaus konnte Richter Yann Hofmann angesichts seiner 20-prozentigen Tätigkeit für das Programm e-Justice nach Austausch mit der SJSD ab dem 1. Januar 2023 auf die befristete Anstellung einer Gerichtsschreiberin zu 50 % zählen (gleiche Situation wie bei Dina Beti). Seit Yann Hofmanns Wahl ans Bundesgericht hat Anne-Sophie Peyraud den Vorsitz des Steuerungsausschusses des Programms e-Justice übernommen und profitiert deshalb von dieser zusätzlichen befristeten halben Gerichtsschreiberstelle.

72 Personen arbeiten zurzeit beim Kantonsgericht:

16 Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter

1 Generalsekretär

29 Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstatter

19 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verwaltungspersonals (1 Verwaltungsadjunktin, 16 Sekretärinnen und Sekretäre einschliesslich Buchhalterinnen und Buchhalter und Bibliothek, 1 Weibel, 1 Gerichtsarchivar zu 10 % [angestellt vom Amt für Justiz])

5 Gerichtsschreiberpraktikantinnen und -praktikanten (im Prinzip 10 über das Jahr)

2 Lernende Kauffrauen

72 (Total)(anlässlich der Inspektion von Ende 2022 war die zusätzliche Gerichtsschreiberin oder der zusätzliche Gerichtsschreiber mit der befristeten 80 %-Stelle, die inzwischen als unbefristete Stelle verstetigt wurde, bereits mit einberechnet, was insgesamt 71 Personen ergibt, plus die Person mit der zusätzlichen befristeten halben Gerichtsschreiberstelle für e-Justice)

2023 umfasste der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts (Kostenstelle 2100 TCAN; Budget 2023) ohne die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter (14 VZÄ) und ohne die befristeten Anstellungen 35,85 VZÄ (2022: 35,05 VZÄ + 0,8 Gerichtsschreiber-VZÄ ab 2023): 1 Generalsekretären-VZÄ, 21,25 Gerichtsschreiber-VZÄ, 1 Verwaltungsadjunkten-VZÄ, 11,5 Sekretären-VZÄ, 0,1 Bibliothekaren-VZÄ und 1 Weibel-VZÄ). Die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter und der Bestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts entsprechen insgesamt 49,85 VZÄ.

Vom Budgetbestand von 35,85 VZÄ sind 0,2 Gerichtsschreiber-VZÄ der von Ersatzrichter Christian Pfammatter präsidierten beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugeordnet; diese Stelle ist im Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe untergebracht. Die 0,1 Bibliothekaren-VZÄ sind der Kantons- und Universitätsbibliothek zugeordnet. Das Verwaltungsmitarbeitenden-VZÄ, das vormals dem ITA zugeordnet war (im KG-Budget), wurde mit der Umsetzung des Informatik-Kompetenzzentrums JUS-IKT am Standort des Kantonsgerichts integriert (Mathias Monney, Inhaber der Stelle, die dem ITA zugeordnet war, wurde beim JUS-IKT angestellt). Beide Personen, die sich diese Stelle am Kantonsgericht teilen, arbeiten weiterhin an der Kodifizierung von abgemischten Dokumenten der Geschäftsverwaltung Tribuna für alle Gerichtsbehörden des Kantons.

Schliesslich hat das Kantonsgericht die Schaffung eines zusätzlichen halben Gerichtsschreiber-VZÄ ab 2024 erreicht, als der Grosse Rat das Budget verabschiedet hat.

Weggänge - Neuzugänge

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Die zusätzliche 80-prozentige Gerichtsschreiberstelle, die das Kantonsgericht erhalten hat, ermöglichte die Anstellung von Francine Pittet ab dem 1. Januar 2023. Für die Nachfolge von Cornelia Thalmann El Bachary, Philippe Tena, Mischa Poffet und Vanessa Thalmann stellte das Kantonsgericht folgende Personen an: Florian Mauron (ab dem 1. Dezember 2022; Gerichtsschreiber zu 90 %), Anne-Françoise Boillat (ab dem 1. April 2023; Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin zu 60 %), Timothy Schertenleib (ab dem 1. Juli 2023; Gerichtsschreiber zu 60 %) und Julien Delaye (ab dem 1. Januar 2024, Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu 100 %). Zur Überbrückung von Vakanzen (Mutterschaftsurlaub, Krankheit) nahm das Kantonsgericht ausserdem zahlreiche befristete Anstellungen mit verschiedenen Pensen vor (Claire Duguet, Samuel Gerber, Mélanie Balleyguier, Angélique Marro, Luana Mizzi, Anna Schwaller, Isabelle Etienne und Francesco Montaldi). Die beiden befristeten halben e-Justice-Gerichtsschreiberstellen sind von Magalie Bapst (ab dem 1. Januar 2023) und Pascal Tabara (ab dem 1. Mai 2023) besetzt. Und schliesslich hat das Kantonsgericht Angélique Marro (zu 100 %) und Pascal Tabara (zu 50 %, zusätzlich zu seiner Funktion als e-Justice-Gerichtsschreiber) unbefristet angestellt, nachdem Sophie Rolle (80 %) per Ende November 2023 gekündigt hat und Melany Madrid (30 %), Daniela Herren (30 %) und Isabelle Schuwey (10 %) ihr Pensum reduziert haben.

Verwaltungspersonal

Infolge des Abgangs von Mathias Monney (80 %), der zum neuem Informatik-Kompetenzzentrum JUS-IKT gewechselt hat, und Sylvie Michel (40 %), die bei der Kantonspolizei angestellt wurde, hat Florence Roulin am 1. April 2023 ihr Vollzeitpensum als Verwaltungsmitarbeiterin aufgenommen. Die frühere Lernende Lisa Andrey ist gegenwärtig zu 20 % befristet angestellt.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jedes Jahr nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident, weitere Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen wurde.

Der Vizepräsident nahm an der dreizehnten eidgenössischen Justizkonferenz teil, die das Bundesgericht in Luzern abgehalten hat.

Eine Delegation des Kantonsgerichts empfing die Vertreterinnen und Vertreter des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts von Graubünden für einen Erfahrungsaustausch im Rahmen der laufenden Fusion dieser beiden Gerichte.

Richterinnen und Richter nahmen an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zürich und am Richtertag der SVR in Luzern teil.

Eine Delegation des Kantonsgerichts empfing eine Klasse von Studierenden der «École nationale de la magistrature» von Bordeaux im Rahmen ihrer Studienreise in die Schweiz.

Am 4. Mai 2023 nahm Sandra Wohlhauser am 15. Treffen der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» teil, das in Villars-sur-Glâne stattfand.

Weiterbildungen der Richterinnen und Richter

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richterinnen und Richter im Jahr 2023 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richterinnen und Richter und Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Unterricht in Zivilprozessrecht. Er hat sich an einer Lehrveranstaltung für Studierende der Universität Freiburg über das Zivilverfahren in der Praxis beteiligt. Er wirkt weiterhin an der annotierten Schweizerischen Zivilprozessordnung online mit und hat auch an der Ausgabe des «Commentaire romand du Code civil» mitgewirkt.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP («École romande de la magistrature pénale») im Rahmen des CAS Strafrecht und unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des Freiburger Anwaltsverbands (FAV) für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten.

Dominique Gross ist Mitautorin bei der 7. Auflage des Basler Kommentars, ZGB II (Baurechtsdienstbarkeit, Art. 779–779I ZGB, 2023), und ist zuständig für die regelmässige Online-Aufdatierung dieser Bestimmungen. Überdies verfasste sie einen Kommentar zum Schutz vor ideellen Immissionen bei Mobilfunkanlagen (Baurecht 5/2023, S. 272 ff.; zusammen mit Mischa Poffet).

Laurent Schneuwly unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten (in erstinstanzlichem Zivilverfahren).

Marc Sugnaux beteiligt sich an der Ausbildung der Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten zur Vorbereitung auf die Prüfung in Verwaltungs- und Verwaltungsverfahrenrecht. Am 27. und 28. Januar 2023 leitete er das jährliche Ausbildungsseminar für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten, das in Murten stattfand, unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts mit. Im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie hielt er eine Lehrveranstaltung über die Kommunikation im Prozess der Ausarbeitung von Entscheidungen. Er beteiligte sich an einer Lehrveranstaltung für die Studierenden der Universität Freiburg über den Einleitungstitel des ZGB. Anlässlich eines Informationsabends für freiburgische Treuhandgesellschaften präsentierte er die jüngste Rechtsprechung im Bereich des Steuerrechts mit. Und am jährlichen Weiterbildungstag des FAV hielt er eine Konferenz über die steuerlichen Auswirkungen der Trennung von Paaren.

Am 3. November 2023 leitete Sandra Wohlhauser im Rahmen des französischen CAS Jugendstrafverfolgung in Freiburg einen Workshop über die Herausforderungen des Jugendstrafverfahrens mit.

Catherine Faller unterrichtet die Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten über die Beschwerde und die Revision im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafsjudikative.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2023 (état au 31.12.) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Abteilungen im Jahr 2023 (Stand 31.12.)

Présidente / Präsidentin	Marc Sugnaux
---------------------------------	---------------------

Vice-président / Vizepräsident	Marc Boivin
--------------------------------	-------------

Membres / Mitglieder	Dina Beti
----------------------	-----------

Stéphanie Colella

Jérôme Delabays

Markus Ducret

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Laurent Schneuwly

Vanessa Thalmann

Cornelia Thalmann El Bachary

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Acharti

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Mathias Boschung

Sonia Bulliard Grosset

Jenny Castella

Francine Defferrard

Catherine Faller

Susanne Fankhauser

Debora Friedli-Bruggmann

Caroline Gauch

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Michel Heinzmann

Marianne Jungo

Jean-Benoît Meuwly

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

Bruno Pasquier

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Christian Pfammatter
Armin Sahli
Jean-Marc Sallin
Sandrine Schaller
Daniel Schneuwly
Kurt Schwab
Philippe Tena
Catherine Yesil-Huguenot
Marc Zürcher

Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Sandra Wohlhauser
	Laurent Schneuwly
	Cornelia Thalmann El Bachary

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Présidente / Präsidentin	Dina Beti
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Michel Favre
	Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente / Präsidentin	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Michel Favre
	Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente / Präsidentin	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Laurent Schneuwly
	Vanessa Thalmann

Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Markus Ducret
	Marc Boivin

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Dominique Gross
	Stéphanie Colella

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud
	Dominique Gross
	Cornelia Thalmann El Bachary
	Vanessa Thalmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Dominique Gross
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher
	Dina Beti
	Stéphanie Colella

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Marc Sugnaux

Dominique Gross

Vanessa Thalmann

Stéphanie Colella

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Daniela Kiener

Membres / Mitglieder

Anne-Sophie Peyraud

Johannes Frölicher

Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Abteilungen

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	132	157	142
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	544	477	470
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	519	492	469
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	157	142	143

Provenance / Herkunft	2021	2022	2023
Sarine / Saane	99	87	70
Singine / Sense	8	16	10
Gruyère / Greyerz	34	50	50
Lac / See	23	15	16
Glâne / Glane	18	22	14
Broye/ Broye	26	21	27
Veveyse / Vivisbach	25	20	24
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	2	2	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	2	1	1
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	1	0	1
Justice de paix de la Veveyse / Friedensgericht des Vivisbachbezirks	0	1	0
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	0	0	3
Autres / Andere	281	257	252
Total	519	492	469

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	38	29	39
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	107	128	104
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2	6
Rejet / Abweisung	84	90	83
Irrecevables / Nichteintreten	34	26	20
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	5	4
Retrait / Rückzug	10	11	6
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	0	0	3
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	21	26	34
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	165	145	142
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	36	20	22
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	6	5	4
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	2	2
Total	519	492	469

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Droit des personnes / Personenrecht	0	2	2
Droit de la famille / Familienrecht	111	130	105
dont mesures protectrices de l'union conjugale / davon Eheschutzmassnahmen	48	59	44
Droit des successions / Erbrecht	8	3	4
Droit réels / Sachenrecht	5	11	10
Droit des obligations / Obligationenrecht	20	21	13
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	2	2	1
Récusation / Ausstand	11	13	7
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	0	1	1
Conciliation / Schlichtung	0	1	2
Frais de justice / Gerichtskosten	3	1	3
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	3	7
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	2	4	5
Sûretés / Sicherheiten	3	3	3
Exécution / Vollstreckung	6	0	2
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	54	61	63
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	49	43	36
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	13	7	14
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	220	179	179
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	5	2	5
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	0	2
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	3	3	3

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Divers / Verschiedenes	1	2	2
Total	519	492	469

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	48	44	66
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	594	460	441
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	598	438	462
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	44	66	45

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale. / Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

Provenance / Herkunft	2021	2022	2023
Sarine / Saane	66	81	77
Singine / Sense	11	10	11
Gruyère / Greyerz	30	51	34
Lac / See	16	7	14
Glâne / Glane	5	6	17
Broye/ Broye	20	22	16
Veveyse / Vivisbach	8	11	21
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	378	187	182
Autres / Andere	64	63	90
Total	598	438	462

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	50	57	63
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	8	13	7
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	5	4
Rejet / Abweisung	64	73	76
Irrecevables / Nichteintreten	20	45	36
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	31	27	43
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	0	0	2
Retrait / Rückzug	5	1	6
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	7	6
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	2	1	3
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	6	2	2
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	1	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	25	18	29
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	378	187	182
par arrêt / mit Urteil	5	3	6

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
par transmission simple / ohne Urteil	373	184	176
Total	598	438	462

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	9	1	3
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	15	14	14
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	1	1
Travail / Arbeit	9	14	9
Bail / Mietgerichtsbarkeit	15	20	27
Enlèvement international d'enfant / internationale Kindesentführung	0	0	4
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	113	135	131
dont faillites / davon Konkurse	30	28	37
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	83	107	94
Annulation et suppression de la poursuite / Aufhebung und Einstellung der Betreuung	0	0	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	35	38	55
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0	1
Procédure concordataire / Nachlassverfahren	0	0	1
Deontologie / Berufsethik	0	0	1
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	0	1	1
Frais de justice / Gerichtskosten	1	1	2
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	2	3
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	3	0	1
Sûretés / Sicherheiten	0	3	3
Révision / Revision	1	0	1
Mémoire préventif / Schutzschrift	2	1	1
Séquestre / Arrest	2	1	2
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	0	3	6
Entraide judiciaire internationale / Internationale Rechtshilfe	378	187	182
Propriété intellectuelle et protection des données / Geistiges Eigentum und Datenschutz	3	3	10
Concurrence déloyale / unlauterer Wettbewerb	0	0	1
Total	598	438	462

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	3	4	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	110	132	152
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	109	127	154
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	4	9	7

Provenance / Herkunft	2021	2022	2023
Sarine / Saane	14	18	26
Singine / Sense	3	5	1
Gruyère / Greyerz	4	12	6
Lac / See	2	4	9
Glâne / Glane	2	5	2
Broye/ Broye	10	3	8
Veveyse / Vivisbach	4	8	8
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	45	42	53
Autres / Andere	25	30	41
Total	109	127	154

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	12	15	22
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	9	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	3	2
Rejet / Abweisung	25	27	40
Irrecevables / Nichteintreten	5	2	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1	3
Sans objet / Gegenstandslos	11	12	18
Retrait / Rückzug	1	4	0
Visé / Geprüft	47	46	51
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	6	7
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	1	2
Total	109	127	154

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Plaintes / Beschwerden	39	54	63
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	2	2
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	0	1	1
Réalisation forcée des immeubles / Zwangsverwertung von Grundstücken	2	1	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	47	46	51
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	2	7	9
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	8	7	16
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	9	9	10
Total	109	127	154

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2021	2022	2023
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	61	62	73
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	21	22	37
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	21	29	34
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	6	14	10
Total	109	127	154

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	23	17	14
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	102	144	128
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	108	147	133
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	17	14	9

Provenance / Herkunft	2021	2022	2023
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	28	48	30
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	11	9	5
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	11	15	7
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	0	2	7
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	3	7	6
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	8	8
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	8	6	10
Autres / Andere	38	52	60
Total	108	147	133

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	7	12	8
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	10	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	7	2
Irrecevables / Nichteintreten	10	17	11
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1	0
Rejet / Abweisung	30	48	37
Retrait / Rückzug	1	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	19	28	29
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	5	10
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. verweigert	0	0	1
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	12	18	18
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	1
Transaction / ratification – Vergleich - Genehmigung	0	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0	3
Total	108	147	133

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Recours / Beschwerde	56	82	60
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	6	16	14
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	16	31	19
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	34	35	27
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	27	34	43
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	6	4	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	11	17	16
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0	2
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	0	2	2
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	3	3	2
Récusation / Ausstand	2	3	3
Déontologie / Berufsethik	0	0	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	0	2
Total	108	147	133

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Abteilungen

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	77	122	128
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	199	199	185
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	154	193	201
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	122	128	112

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2021	2022	2023
Sarine / Saane	23	15	27
Singine / Sense	13	9	8
Gruyère / Greyerz	9	8	9
Lac / See	11	4	15
Glâne / Glane	1	1	3
Broye/ Broye	1	6	11
Veveyse / Vivisbach	3	4	2
Total	61	47	75

Juge de police / Polizeirichter	2021	2022	2023
Sarine / Saane	25	62	41
Singine / Sense	2	5	6
Gruyère / Greyerz	10	22	9
Lac / See	5	8	9
Glâne / Glane	3	5	4
Broye/ Broye	13	8	12
Veveyse / Vivisbach	4	9	8
Total	62	119	89

	2021	2022	2023
Tribunal pénal des mineurs / Jugendstrafgericht	3	1	1
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	6	6	5
Ministère public / Staatsanwaltschaft	6	4	4
Autres / Andere	16	16	27
Total	31	27	37

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	13	28	20
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	34	41	41
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2	0
Rejet / Abweisung	43	48	76
Irrecevables / Nichteintreten	9	7	19
Sans objet / Gegenstandslos	31	45	27
Retrait / Rückzug	15	13	11
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	3	4	5
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	4	3	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0	1
Total	154	193	201

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Appels / Berufungen	131	173	170
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	2	1
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	9	13	20
Révision / Revision	9	4	10
Total	154	193	201

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	53	49	56
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	266	302	302
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	270	295	270
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	49	56	88

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2021	2022	2023
Sarine / Saane	9	7	8
Singine / Sense	1	0	1
Gruyère / Greyerz	2	2	0
Lac / See	1	3	2
Broye/ Broye	3	3	4
Veveyse / Vivisbach	0	1	0
Total	16	16	15

Juge de police / Polizeirichter	2021	2022	2023
Sarine / Saane	4	16	10
Singine / Sense	3	2	1

Provenance / Herkunft

	2021	2022	2023
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht			
Gruyère / Greyerz	6	4	3
Lac / See	1	1	0
Glâne / Glane	1	3	2
Broye/ Broye	0	2	5
Veveyse / Vivisbach	0	2	1
Total	15	30	22
	2021	2022	2023
Ministère public / Staatsanwaltschaft	160	170	156
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	0	1
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	26	27	22
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	1	1	2
Autres / Andere	51	51	52
Total	239	249	270

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	29	21	21
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	11	21	11
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	15	25	24
Rejetés / Abweisung	106	111	100
Irrecevables / Nichteintreten	62	69	69
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1	0
Retirés / Rückzug	7	2	4
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2	3
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	13	28	22
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	9	5	4
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	4	3	4
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	9	6	6
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1	2
Total	270	295	270

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
Recours / Beschwerden	182	194	177
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	3	5	5
Récusation / Ausstand	15	19	18
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	44	44	46
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	0	1
Déni de justice /retard injustifié / Rechtsverweigerung/Rechtsverzögerung	1	4	6
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	1	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	12	16	6
Séquestre / Arrest	8	10	10
Total	270	295	270

1.1.3.3 Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Abteilungen

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	151	115	67
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	196	154	161
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	232	202	164
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	115	67	64

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	24	21	10
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	9	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	7	8
Rejet / Abweisung	80	68	67
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	3	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	5	14
Retrait / Rückzug	6	7	2
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	11	7	4
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	68	54	28
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	5	5	5
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	6	10	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	2	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	2	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0	2
Total	232	202	164

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Etablissement et séjour / Niederlassung und Aufenthalt	23	36	59	50	9
Droits politiques / Politische Rechte	0	2	2	2	0
Agents des collectivités publiques / Amtsträger der Gemeinwesen	14	22	36	18	18
Affaires communales / Gemeindeangelegenheiten	1	1	2	1	1
Responsabilité des collectivités publiques / Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger	6	2	8	4	4
Ecole et formation / Schule und Bildung	3	12	15	9	6
Exécution des peines et mesures / Straf- und Massnahmenvollzug	0	7	7	3	4
Avocats, notaires / Anwälte, Notare	1	2	3	2	1
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts	0	7	7	6	1
Protection des données / Datenschutz	0	2	2	2	0
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Recours sur réclamation (frais) / Beschwerde gegen Einspracheentscheid (Kosten)	1	0	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	5	19	24	17	7
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	10	10	10	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	12	30	42	31	11
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	3	4	3	1
Total	67	161	228	164	64

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	93	120	182
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	197	265	174
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	170	203	213
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	120	182	143

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	28	38	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	2	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	12	8	6
Rejet / Abweisung	53	72	90
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	4	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	12	14
Retrait / Rückzug	18	18	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	1	4	0
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	44	40
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0	0
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	1	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	0	2
Total	170	203	213

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / Raumplanung und Bauwesen	133	91	224	121	103
Protection de l'environnement / Umweltschutz	4	2	6	4	2
Expropriation/ Forstwesen	3	2	5	0	5
Forêts / Enteignung	1	1	2	1	1
Marchés publics / Beschaffungswesen	3	6	9	7	2
Protection contre les incendies et les éléments naturels /Schutz gegen Feuer- und Elementar- schäden	3	1	4	3	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2	2	2	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	0	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	2	2	1	1
Révision / Revision	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	5	10	15	11	4
Procédures autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	30	35	65	42	23
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	17	17	17	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	2	2	2	0
Total	182	174	356	213	143

IIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	46	38	31
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	195	157	188
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	203	164	176
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	38	31	43

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	6	2	4
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	3	1
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	6	7
Rejet / Abweisung	89	66	62
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	28	21	30
Retrait / Rückzug	28	32	20
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	7	7	3
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	2	0	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	24	23	44
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	0	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	7	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	0	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0	0
Total	203	164	176

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Circulation routière et transports / Strassen- verkehr und Transportwesen	18	78	96	83	13
Droit social / Sozialrecht	1	6	7	3	4
Agriculture / Landwirtschaft	4	5	9	8	1
Economie / Wirtschaft	5	36	41	33	8
Commerces et établissements publics / Handel und Gastgewerbe	0	5	5	4	1
Animaux / Tiere	1	2	3	1	2
Santé publique / Öffentliche Gesundheit	1	5	6	4	2
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	0	15	15	11	4
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	12	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	14	14	11	3
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	1	6	7	4	3
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	2	2	1	1
Total	31	188	219	176	43

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	56	52	41
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	135	100	123
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	139	111	109
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	52	41	55

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	9	4	5
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	6	18	2
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	2	11
Rejet / Abweisung	52	43	36
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	14	11
Retrait / Rückzug	15	12	20
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	12	0	10
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	6	3	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	10	5	7
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3		0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	0	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	2	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	5	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0	2
Total	139	111	109

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen	28	68	96	65	31
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Personen	0	12	12	8	4
Impôt à la source / Quellensteuer	2	5	7	5	2
Impôt anticipé / Verrechnungssteuer	1	1	2	1	1
Impôt sur les gains immobiliers / Grundstücksgewinnsteuer	0	1	1	0	1
Impôts communaux / Gemeindesteuern	0	2	2	0	2
Droits de mutation et gages immobiliers / Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe	3	2	5	4	1
Impôts sur les successions et les donations / Erbschafts- und Schenkungssteuer	0	1	1	1	0
Impôt destiné à compenser la diminution aire agricole / Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland	1	3	4	3	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / Wehrpflichtersatz	0	1	1	0	1
Taxe de séjour / Aufenthaltstaxe	0	14	14	14	0
Contributions publiques communales / Öffentliche kommunale Abgaben	2	2	4	3	1
Amendes d'ordre / Ordnungsbussen	0	1	1	1	0
Emoluments administratifs / Verwaltungsgebühren	1	1	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / Steuerhinterziehung und Nachsteuer	0	6	6	0	6
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	2	3	5	2	3
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	0	1	1	0
Total	41	123	164	109	55

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	227	162	145
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	263	219	230
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	328	236	226
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	162	145	149

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	26	20	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	20	19	21
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	36	9	12
Rejet / Abweisung	149	107	108
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	9	9	4
Retrait / Rückzug	5	10	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	6	9	13
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	24	20	10
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1	2
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	31	13	16
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	9	10	8
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	0	3
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	4	0	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	3	7	1
Total	328	236	226

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	46	52	98	71	27
Assurance-accidents / Unfallversicherung	41	53	94	46	48
Assurance-chômage / Arbeitslosen- versicherung	29	63	92	45	47
Allocations familiales / Familienzulagen	5	6	11	7	4
Aide sociale / Sozialhilfe	3	11	14	10	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	2	2	1	1
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Révision / Revision	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	2	2	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	0	8	8	4	4
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	4	4	4	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	21	26	47	35	12
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	1	0
Total	145	230	375	226	149

**Ile Cour des assurances sociales / II.
Sozialversicherungsgerichtshof**

	2021	2022	2023
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	142	119	112
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	218	201	175
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	241	208	176
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	119	112	111

Modes de liquidation / Erledigungsart	2021	2022	2023
Admission / Gutheissung	22	16	16
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	23	16	8
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	27	16	13
Rejet / Abweisung	69	69	62
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	11	8
Retrait / Rückzug	10	5	16
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	6	11	6
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	2	2
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	34	21	12
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	5	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) gewährt	18	17	9
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / URP (mit Anwalt) verweigert	5	4	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) gewährt	6	3	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	2	5
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	4	7	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	6	2	2
Total	241	208	176

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / Alters- und Hinterlassenenversicherung	10	9	19	15	4
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	36	79	115	65	50
Prestations complémentaires / Ergänzungsleistungen	10	9	19	15	4
Assurance-maladie / Krankenversicherung	6	12	18	12	6
Prévoyance professionnelle / Berufliche Vorsorge	12	17	29	14	15
Allocations pour perte de gain / Erwerbssersatz	3	6	9	6	3
Assurance-maladie complémentaire LCA / Zusatzkrankenversicherung VVG	11	6	17	5	12
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	2	2	2	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	0	1
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	0	1	1	1	0
Révision / Revision	0	2	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	2	0	2	2	0
Procédure autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles urgentes/ Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	22	28	50	34	16
Total	112	175	287	176	111

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2021	2022	2023
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	37	24
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	23	24	15
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	6	7
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7	4
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	50	29	50
Chambre pénale / Strafkammer	22	34	41
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	30	18	23
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	18	16	16
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	12	9	6
Cour fiscale / Steuergerichtshof	12	11	4
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	23	36
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	15	17
Total	257	229	243

Recours traités / Erledigte Beschwerden **Modes de liquidation / Erledigungsarten**

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	0	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	6	4
Rejetés / Abweisung	11	12	13
Irrecevables / Nichteintreten	7	14	4
Retirés / Rückzug	1	0	1
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	2021	2022	2023
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2	3
Rejetés / Abweisung	3	7	7
Irrecevables / Nichteintreten	14	14	9
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0	1
Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	2021	2022	2023
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1	2
Rejetés / Abweisung	1	1	1
Irrecevables / Nichteintreten	2	2	1
Retirés / Rückzug	0	0	1

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof	2021	2022	2023
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0	1
Rejetés / Abweisung	2	1	2
Irrecevables / Nichteintreten	4	4	4
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1	1
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	2021	2022	2023
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	3	3
Rejetés / Abweisung	12	13	31
Irrecevables / Nichteintreten	3	5	10
Chambre pénale / Strafkammer	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	0	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0	2
Rejetés / Abweisung	5	8	12
Irrecevables / Nichteintreten	18	13	14
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0	1
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	2	0	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	2	1
Rejetés / Abweisung	12	14	8
Irrecevables / Nichteintreten	2	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	2	6
Retirés / Rückzug	0	0	1
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	3	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1	3
Rejetés / Abweisung	19	5	6
Irrecevables / Nichteintreten	1	2	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	2	1
Ille Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2021	2022	2023
Admis / Gutheissung	1	0	0
Rejetés / Abweisung	1	6	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	3	2
Cour fiscale / Steuergerichtshof	2021	2022	2023
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0	2
Rejetés / Abweisung	5	8	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	4	1

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

	2021	2022	2023
Ie Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof			
Admis / Gutheissung	1	3	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	4	1
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	2	1	1
Rejetés / Abweisung	22	13	17
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	10	2	1
Retirés / Rückzug	1	1	0
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof			
Admis / Gutheissung	4	1	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1	1
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	0	0	1
Rejetés / Abweisung	15	6	9
Irrecevables / Nichteintreten	2	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	4	2
Retirés / Rückzug	1	1	0
Total	230	201	215